

DOSSIER SUR L'UNITE DE RECHERCHE "POLITIQUES URBAINES"

L'unité de recherche "Politiques Urbaines et Espaces Habités" s'applique à saisir et comprendre les politiques urbaines qui déterminent l'urbanisation des villes des tiers-mondes, notamment en en considérant l'histoire, le fonctionnement et les pratiques d'habitat qui s'y manifestent. Ce sont des objectifs ambitieux. Leur contre partie git dans l'ampleur du champ de recherche à couvrir. L'ambition est disproportionnée aux moyens mis en œuvre et aux capacités d'action des équipes ORSTOM que les politiques urbaines intéressent. Il en résulte une relative effervescence, une tentation de dispersion des programmes, une nécessité de travailler au sein de réseaux de chercheurs et, si possible, de praticiens, en établissant des synergies productrices de connaissances et de science. Malgré cette ouverture le besoin s'est donc fait sentir de réduire l'exploration des questions à deux grands programmes :

- Les politiques et la planification urbaines ;
- le logement, l'habitat, les stratégies et les pratiques des habitants.

Seulement sous une telle formulation se rencontrent encore de fortes dissemblances problématiques génératrices d'approches bien différentes. C'est la cause première de la diversité discernable au sein de cette unité de recherche. Pourtant il y a en cela une cohérence qui se fonde sur "la demande".

Ensuite le mieux me paraît que l'on saisisse la recherche en action, sur son terrain, afin qu'il soit bien établi qu'il ne s'agit pas en sciences sociales, notre domaine, de seulement formuler les hypothèses et de postuler des réponses pour progresser.

J'oserais aller plus loin et affirmer que si la rigueur dans les hypothèses et dans la présentation des projets convient, il serait néfaste qu'elle devienne de la rigidité, carcan et facteur réducteur de la réflexion.

C'est pourquoi on trouvera en entrée un rappel des questions que cette unité de recherche a suscité dès 1985, suivi d'une tentative pour déterminer le projet scientifique sous-jacent à nos interrogations et ensuite à travers l'expression d'un ou plusieurs membres de chaque équipe l'exposé sans état d'âme de la situation présente.

Ce dossier est un document sur l'unité de recherche saisie et présentée au cours de l'année 1987, et ce n'est rien d'autre.

René de MAXIMY

REFLEXION SUR L'UNITE DE RECHERCHE

*

*

POLITIQUE URBAINES ET ESPACES HABITES

*

*

Par Emile LE BRIS

Nous posions, voici deux ans, le problème du devenir de l'unité de recherche dans les termes suivants :

- Nécessité de mieux contrôler le mouvement d'élargissement de la problématique permettant de passer d'une approche strictement anthropologique (anthropologie de l'espace habité) à l'analyse à différentes échelles des politiques publiques et du décalge grandissant observé entre les logiques ainsi mises en oeuvre et les réactions des habitants,

- L'unité de recherche, pour se constituer, a eu largement recours à des forces externes (essentiellement universitaires). L'ancienneté de l'équipe fondatrice a été un avantage mais il faut songer au renouvellement de l'effectif ;

- La diversification des sites d'observation est subordonnée à ce problème d'effectif et aux difficultés spécifiques d'accès à l'information dans un domaine politiquement sensible. Les sites où des études s'engagent répondent à ces contraintes mais le problème de l'unité de recherche sera de trouver le ton juste entre la dissertation générale sur les politiques urbaines et les études de cas très pointues.

Le statut de l'opération Atlas Informatisé de Quito était posé : confection d'un beau produit ? Mise en oeuvre d'un instrument opérationnel de gestion urbaine ? Véritable projet de recherche ?

A ce jour toutes les réponses n'ont pas été apportées mais ce numéro a pour ambition de montrer que des efforts ont été faits pour mieux baliser le champ et construire un dispositif de recherche adapté aux objectifs scientifiques.

Il est urgent de prendre conscience de l'inadéquation des modèles et des recettes élaborés dans les pays du Nord (certains parlent de l'impossible "décolonisation des politiques urbaines").

DE QUOI ON PARLE ?

LE TECHNIQUE ET LE POLITIQUE

Le problème posé est celui d'un ancrage du "génie urbain" dans la complexité sociale, d'une confrontation de la pensée technique et des divers réseaux qui composent le territoire urbain.

Pourquoi des techniques réussissent à se transplanter dans certaines circonstances et échouent dans d'autres circonstances ? On ne peut répondre à ce type de question que si l'on prend en considération l'ensemble des médiations complexes entre pouvoir technique et pouvoir politique, entre la démarche des techniciens, descendante, non négociable parce qu'à prétention universaliste et déterritorialisé et une démarche horizontale de l'ordre du savoir-faire et de la tradition orale mettant en jeu des systèmes locaux d'acteurs.

L'URBANISTIQUE ET L'URBAIN

Les politiques urbaines sont loin de se réduire à leur seule dimension urbanisitique. Elles font intervenir bien d'autres dimensions comme les politiques de mobilisation de la force de travail, les politiques du territoire et se situent dans le champ des relations complexes entre Etat-économie-société civile.

GESTION ET PLANIFICATION

C'est tout le problème du passage du projet de papier à sa mise en oeuvre raisonnée, en même temps que la maintenance de tout l'appareillage technique (batterie d'institutions, de normes, de règles...)

Même si l'on peut admettre que, comme système spatial, la ville doit être pensée avant d'être implantée au sol, il faut bien comprendre que le passage de la planification à la gestion fait rentrer en jeu de nouvelles variables que ne régissent plus les modèles universels utilisés par l'urbanisme de prévision et de prescription.

LA GENEALOGIE DES POLITIQUES URBAINES

La dimension historique des politiques urbaines est très importantes et souvent négligée. Peut-on affirmer en Afrique que les politiques coloniales continuent d'être appliquées ? Comment s'articulent des politiques différentes d'inspiration dirigiste ou libérale dans des domaines comme le foncier et le logement ? Comment s'opère le balancement entre des politiques fondées sur l'autonomie communale et une gestion directes des affaires municipales par les Ministères ?

DES MODELES ET DES HOMMES

Deux types de modèles sont "offerts" au Tiers-Monde comme incontournables :

- 1) Le modèle municipal renvoyant à un modèle politique de démocratie locale. S'interroger sur les conditions sociales de promotion de ce modèle communal.
- 2) Le modèle technico-économique de gestion performante des services = système de planification globale, centrale et fonctionnelle.

Comment s'opèrent les transferts de ces modèles ? Dans la réalité deux modèles "sauvages" prévalent :

- 1) Le modèle colonial ségréatif.
- 2) Le modèle "populaire" ou "informel" répondant à des rapports de force précis qui disqualifient tous les autres modèles.

La gestion urbaine se fait alors dans (et souvent par) la confusion. On voit s'instaurer des "logiques de l'immédiat" et se développer les pratiques de contournement ?

Il est rare qu'un seul de ces modèles s'applique. Tout travail sur le thème des politiques urbaines doit donc s'appuyer sur une analyse sociologique et politique fine.

* * * * *

*
RECHERCHE ET POLITIQUES URBAINES
*
Par R. de MAXIMY
*
* * * * *

Les politiques urbaines influent sur la fabrication des villes et sur les usages qu'on en fait. Ces usages sont saisissables à divers degrés d'acuité ou d'extension. L'énoncé de ce lieu commun n'a que l'intérêt de rappeler que mener une recherche sur les politiques urbaines impose que l'on porte une attention toute scientifique sur ces deux aspects de l'étude des villes : leur fabrication ; les jeux des usagers, acteurs et habitants.

Jusqu'à présent l'ORSTOM s'est intéressé plus particulièrement à un de ces degrés : les politiques urbaines et les pratiques sociales, celles-ci étant considérées à l'échelle des quartiers et à la hauteur des micro-acteurs urbains saisis par, et à travers, leurs stratégies citadines. Cependant déjà nous avons abordé les pratiques à d'autres échelles, notamment par le biais de programmes définis par convention avec les M.R.T. et M.R.E. et par notre programme de recherches entreprises sur la ville de Quito.

Peut-être faudrait-il désormais poser la question qui vient comme un leitmotiv: quel projet scientifique pour l'unité de recherche ?

La manière la plus pertinente d'y répondre passe, à mon sens, par une classification grossière de la demande, généralement non formulée mais toujours sous-jacente à tout ce qu'on peut lire et entendre concernant l'urbanisation et la pratique citadine.

LA DEMANDE

L'usager néo-citadin souvent, affronté à la ville, entité difficile à cerner et avec laquelle il faut négocier, se pose nécessairement des questions concernant son action dans le milieu urbain. A ces questions il apporte tout aussi nécessairement des réponses adaptées au mieux selon la connaissance et les techniques dont il dispose. Sa pratique

urbaine est donc saisissable à travers ses pratiques sociales. Nous commençons à connaître assez bien tout cela, autant qu'une somme de comportements étudiés puisse correspondre à une connaissance scientifique d'un milieu.

Tout d'abord fruit du hasard pour des raisons historiques et conjoncturelles, cette recherche s'est structurée avec l'équipe qui est à l'origine de la création de l'unité de recherche et s'est parallèlement poursuivie d'une manière plus personnelle à travers la réflexion de quelques chercheurs plus insolites. Elle s'impose maintenant comme une nécessité, car elle a permis de ressentir la demande. Venant conforter cela on peut signaler tout le travail commencé depuis plusieurs années par des groupes de recherche, notamment Latino-américaines.

De même le "squatting" ou l'"occupation illégale" des terrains dans les villes d'Afrique, et les organisations spatiales qui en résultent, traduisent des pratiques et imposent des interrogations auxquelles il faut répondre, soit pour que les actions particulières, ou plus collectives, des populations sans droit ou sans revenu soient considérées, soit pour que face aux pouvoirs dominants, au-delà des affrontements et des blocages, ces populations sachent négocier les compromis.

Les pouvoirs dominants, très fréquemment l'expression de groupes économiques et politiques de pression, sont d'autant plus soucieux de justifier leur politique urbaine qu'elle procède précisément d'un choix très ciblé, idéologique et de société, ne correspondant que partiellement - ou pas du tout - aux besoins de la grande majorité des citoyens. Cela se traduit par une organisation de l'espace urbain que révèle la composition de cet espace.

Cette composition, dans ses expressions d'ensemble et ses agencements, ses cohérences et ses apparences marginales, traduit des résultats qui peuvent être très différents des intentions. Elle reflète vraiment la puissance et les limites de chaque pouvoir. Aussi elle mérite qu'on s'y attarde et qu'on l'étudie, cela d'autant plus que la demande est double : recherche d'une justification socio-politique des équipements d'infrastructure et d'accompagnement correspondant à une certaine idée, qu'ont les pouvoirs dominants, du fonctionnement urbain et de sa rentabilisation ; recherche d'arguments pour les contre-pouvoirs, quels qu'ils puissent être, pour contraindre les pouvoirs dominants à composer.

La maîtrise de l'urbain et le jeu démocratique de la concertation ont besoins de cette recherche, des réponses

qu'elle propose à la double demande signalée. L'approche de la ville millionnaire de Quito par le biais de l'exploitation géographique et sociologique, dans un premier temps, de données censitaires, de données concernant l'habitat, les réseaux et de données sectorielles obtenues sur de multiples sujets et de multiples façons, doit aboutir à une représentation dessinée, imagée, de la composition de l'espace urbain et des éléments de cette composition. Elle constitue donc un type de réponses aux demandes formulées, ressenties ou latentes, émanant des pouvoirs dominants et des contre-pouvoirs affirmés.

Les intervenants en urbanisme plus directement, et plus généralement tous les acteurs, dont ceux déjà précisés, éprouvent à terme l'exigence d'aller au-delà de la compréhension sectorielle de l'impact de leurs actions respectives, au-delà de l'analyse de leurs stratégies propres. Il y a émergence irrépressible d'un désir d'ordonner les savoirs dispersés que l'on a de la ville, de construire un savoir global en une synthèse dynamique, prémisses d'une prise de conscience politique. En effet la saisie du fonctionnement d'une ville appréhendée dans sa globalité, et donc la saisie des harmonies, mais aussi des manques, des contradictions, des disjonctions, permet de correctement poser les interrogations, d'orienter de manière mieux ciblée, mieux finalisée, les recherches sectorielles.

QUEL PROJET SCIENTIFIQUE

La tentation serait de ne considérer qu'une sorte de demandes, de ne servir par une recherche appropriée qu'un type de demandeurs. Il serait d'autant plus aisé de céder à cette tentation que l'équipe fondatrice a commencé à cerner la demande non-formulée des usagers, néo-citadins ou citoyens d'une ou plusieurs générations. Cette recherche s'est attachée à l'étude essentiellement des lieux d'habitat et des politiques les concernant. C'était là une interrogation légitimée par la puissance du phénomène d'urbanisation formelle (saisissable dans les formes d'occupation physique et sociale de l'espace). Mais elle ne s'en est pas tenue là puisque certains de ses chercheurs ont ensuite considéré les politiques du logement des entreprises, abordant par ce biais une expression très précise d'un des pouvoirs dominants.

En outre, poussée par les problématiques nouvelles que lèvent les recherches entreprises elle s'intéresse désormais à la physionomie et à l'évolution de villes moyennes et non plus seulement à celles de quartiers de grandes villes d'Afrique.

Cependant en rester là n'est plus acceptable, il faut en même temps poursuivre les approches entreprises, parcourir plus avant l'étude des comportements des usagers et des mécanismes qui les font agir et s'intéresser aussi aux résultats des politiques urbaines. C'est dire qu'il faut oser étudier la ville dans sa globalité, notamment en l'abordant à travers son espace construit à des fins économiques fonctionnelles et inévitablement sociales ; celles-ci étant soumises à des projets de société émanant essentiellement des pouvoirs installés.

La difficulté est qu'il n'y a guère d'approches scientifiques et sereines possibles qui allient la force de l'objectivité à la possibilité d'analyses non biaisées ou contrariées par, justement, ces pouvoirs installés. L'approche géographique menée par des chercheurs ayant peu de moyens n'est concevable que si on la considère comme une approche préalable initiatrice de nouvelles problématiques et indicatrice d'autres champs d'étude qu'elle peut permettre de délimiter.

Sa difficulté vient de la nécessité de saisir la ville avec précision et de la représenter dans l'espace d'une manière lisible. Pour ce faire la cartographie thématique est un outil privilégié qui est désormais assez bien maîtrisé. L'apport informatique, notamment l'infographie, permet de raccourcir les délais de saisie et d'accélérer la fabrication de l'image représentative (significative et signifiante) qu'elle réclame. Mais si l'enseignement, qui favorise la transmission de données brutes, pourrait en rester à cette forme de connaissance d'une ville, la recherche, même géographique, ne peut en être satisfaite. Elle doit, ici comme précédemment, démonter les mécanismes, expliquer, c'est-à-dire déplier les faits, révéler ce qui est caché. Ce faisant elle répondra aux questions (la demande) de chacun : décideurs, usagers, praticiens de l'urbanisme, chercheurs en sciences sociales. Il est nécessaire qu'au stade du "déploiement" des faits, architectes, économistes, juristes, historiens, sociologues et autres aient rejoint les géographes. A ce moment de la recherche urbaine tous les scientifiques sont requis et

priés de raisonner en humanistes.

En quoi cette recherche, entreprise par l'entrée méthodologique que préconisent les géographes, peut-elle servir nos connaissances des politiques urbaines, les faire progresser ? Certes on pourrait admettre que l'élaboration et la réalisation d'une cartographie thématique sont en soi une recherche. Nous ne sommes pas chargés de répliquer la connaissance, mais de la faire avancer. Ce serait une bien mauvaise façon faite aux études de l'urbanisation et des socio-systèmes urbains, singulièrement dans le projet de préciser nos connaissances des politiques urbaines, que d'en rester là.

En vérité cette recherche, comme je l'ai dit précédemment, parce qu'elle se veut objective (saisie de l'objet "ville", de l'apparence "ville", du lieu construit "ville") prend un poids considérable car elle impose les faits de manière indiscutable. Toute réaction de refus de la cartographie fournie avec ses notices explicatives, ou simplement toute réaction de doute venant de n'importe quel interlocuteur, peut être neutralisée par un déplacement sur le terrain et une re-saisie immédiate par le regard : l'objet est là, il n'y a qu'à en faire le tour. Cette particularité quelque peu dictatoriale permet alors de donner un poids exceptionnel aux observations faites, aux raisonnements qu'elles autorisent, aux interrogations nouvelles qu'elles suscitent. La problématique qui s'en élabore ne peut être niée ; la demande qu'elle exprime doit être admise.

Dès lors, si de la part des pouvoirs dominants, il y a refus de poursuivre la recherche, si, de la part de n'importe quel acteur, il y a refus d'accepter la problématique, c'est en toute connaissance de causes et ce refus peut devenir, lui-même, objet d'une recherche sur les politiques urbaines.

Au contraire s'il y a acceptation la poursuite de la recherche pourra se faire non plus avec un fort handicap dû au hasard et à des conjonctures davantage liées aux chercheurs et à leur budget qu'à l'objet de la recherche, mais en ciblant le plus parfaitement possible les aires urbaines à étudier, les secteurs d'activités urbaines à considérer, les pratiques sociales à analyser. Les hypothèses de départ seront alors davantage porteuses d'arguments scientifiques, les méthodologies de référence seront plus aisées à définir.

Pour éclairer mon propos je développerai un exemple : Lors de l'élaboration de l'atlas urbain de Kinshasa nous avons pour objet de spatialiser correctement les faits et le phénomène d'urbanisation de la capitale Zaïroise, afin d'établir des propositions d'aménagement de cette ville (demande des pouvoirs dominants et des urbanistes praticiens eux-mêmes). Cet atlas n'a évidemment pas apporté toutes les réponses aux questions que se posaient les urbanistes, en revanche il a fait surgir un certain nombre de questions qu'on n'imaginait pas.

Ainsi ont été classés 172 quartiers ou ensembles de quartiers de Kinshasa. Leur distribution selon trois variables a permis de proposer une hiérarchie de ces quartiers selon un indice qui reflète assez bien les revenus et les catégories socio-professionnelles dominantes des populations de chacun de ces quartiers, donc de leur attractivité (les détenteurs des plus hauts revenus choisissent usuellement leur quartier de résidence). La valeur de cette hiérarchisation a été testée selon d'autres informations très géographiques d'origines aussi différentes que l'analyse de l'habitat, des réseaux, des migrations alternantes, des équipements ou des usages de l'espace urbain, ou même du climat et de la géomorphologie.

A partir de cette hiérarchisation il était possible de définir un nombre limité de types de quartiers dont l'implantation, la morphologie et le fonctionnement étaient en adéquation avec des populations caractérisées par la densité du peuplement, les C.S.P., les activités de subsistance ou de loisirs pratiquées, etc... Ainsi se dessinaient des quartiers adaptés aux besoins des Kinois et dont les caractéristiques pouvaient être organisées pour proposer des modèles alternatifs d'urbanisation qui ne soient pas le produit passe-partout promu par la Banque Mondiale ou choisis par des praticiens étrangers somme toute peu concernés car non usagers, ou encore diffusés, comme ils diffusent toute technique, par les industriels des puissances économiques de première grandeur.

Ces quartiers définis par les chercheurs à partir de l'approche géographique, peuvent ensuite être soumis à des études approfondies :

. de leurs caractéristiques urbanistiques : foncier, distribution, plan de masse, fonctionnement, occupation ;

. de leurs caractéristiques sociales : fréquentation, population, appropriation et usage.

En bout de chaîne la compréhension des politiques urbaines, de leur impact, de leurs limites, de leurs insuffisances et de leurs carences, peut être, aussi, scientifiquement assurée.

Dans ce même axe de recherches autrefois exploité à Kinshasa, le projet de l'équipe de l'Atlas Informatisé de Quito (AIQ) est de vérifier le bien-fondé des travaux faits à Kinshasa, en répliquant cette opération, en l'élargissant et en la modulant sur les réalités actuelles de l'Amérique andine. Un atlas urbain constitue une oeuvre, plusieurs analyses urbaines faites à partir d'atlas urbains constituent une recherche scientifique.

ALORS QUEL PROJET ?

.Elargir le champ de l'étude des politiques urbaines en y introduisant des études de villes dans leur globalité, et aussi l'histoire sociale des unités urbaines déjà séculaires.

.Mieux cibler les analyses sectorielles à mener sur les villes des régions tropicales et mieux préciser les aires urbaines à étudier.

.Saisir les enjeux des pouvoirs s'exerçant sur ces villes et les stratégies des acteurs identifiés, singularisés à l'extrême ou appréhendés collectivement. Connaître leurs pratiques sociales et notamment les manières dont ils s'approprient l'usage de leur espace social et urbain.

.Pouvoir répondre aux principales demandes et interrogations politiques évidentes ou latentes que formulent les différents acteurs dont nous avons inventorié les principaux au commencement de cette réflexion.

DISTRIBUTION DES CHERCHEURS TRAVAILLANT AU SEIN DE L'UNITE
DE RECHERCHE "POLITIQUES URBAINES ET ESPACES HABITES"

* * * * *
*
PROGRAMME
*
POLITIQUES ET PLANIFICATION URBAINES
*
* * * * *

- HISTOIRE SOCIALE DES VILLES DU TOGO

Localisation : LOME

Chercheurs ORSTOM : J.C. BARBIER, Y. MARGUERAT ;

" : Hors Statut : S. DUGAST (ex VSN)

" : Togolais : N.L. GAYIBOR, B. AGBOBLI-ATAYI, A. AGUIGAH.

- VILLES SECONDAIRES EGYPTIENNES

Localisation : LE CAIRE

Chercheur ORSTOM : G. EL KADI

Chercheurs Egyptiens du GOHBPR

- HISTOIRE URBAINE ET URBANISTIQUE

Localisation : SENEGAL, BENIN

Chercheur ORSTOM : A. SINOU

Chercheurs béninois .

- ENJEUX URBAINS

Localisation : OUAGADOUGOU

Chercheur ORSTOM : E. LE BRIS

Chercheurs associés universitaires : A. MARIE , A. OSMONT,

allocataires : S. JAGLIN, M. PIRON-AIRAUD

Chercheurs Burkinabé : A. OUATTARA, J.P. OUEDRAOGO, B. SANOU

- PROCESSUS DE LA PRODUCTION ET SYSTEME URBAIN EN EQUATEUR

Localisation : QUITO

Chercheur ORSTOM : B. CASTELLI

- DECENTRALISATION INSTITUTIONNELLE ET STRATEGIES DES ACTEURS

Localisation : GUADALAJARA (Mexique)
Chercheur ORSTOM : J. RIVELLOIS

- ATLAS INFORMATISE DE QUITO

Localisation : QUITO
Chercheurs ORSTOM : Ph. CAZAMAJOR d'ARTOIS, H. GODARD, R. de MAXIM
allocataire : D. COURET
hors statut : O. LEMAIRE (ex VSN)
Chercheur Equatorien : M.A. CASTRO
Equipe de chercheurs équatoriens.

```
* * * * *
*
*                               PROGRAMME
*
*   LES LOGEMENTS, L'HABITAT, LES STRATEGIES ET
*
*                               LES PRATIQUES DES HABITANTS
*
* * * * *
```

- ENTREPRISES ET POLITIQUE DU LOGEMENT

Localisation : DAKAR, RICHARD TOLL (Sénégal)
KADUNA (Nigéria)
Chercheurs associés : M.F. ADRIEN, E. LE ROY, D. POITOU

- LES QUARTIERS ILLEGAUX D'HABITAT PRECAIRE A ABIDJAN

Localisation : ABIDJAN
Chercheur associé : A. YAPI DIAHOU
allocataire : M. SURRE

- QUARTIERS SPONTANES AU CAIRE

Localisation : LE CAIRE
Chercheur allocataire : N. KHOURI DAGHER

- L'ESPACE INDIEN COMME ENJEU

Localisation : KANPUR, BOMBAY (Inde)
Chercheur ORSTOM : I. MILBERT
Allocataire : M. HENNIEN

*
PERPECTIVES DU PROGRAMME
*
"POLITIQUES ET PLANIFICATIONS URBAINES"
*

Les six équipes citées assurent par leurs recherches complémentaires et géographiquement diversifiées la conduite d'un grand programme traitant des politiques et de la planification urbaines considérées à travers les acteurs, les stratégies, les dispositifs techniques et réglementaires. Ce grand programme a commencé avec des approches très sectorielles et très localisées qui ont permis de cerner la multitude des acteurs, leurs stratégies et leurs rapports avec les dispositifs techniques et réglementaires. Au fur et à mesure que cette recherche progresse elle s'etoffe et provoque d'autres interrogations imposant un approfondissement des questionnements et un affinement de la problématique. Les chercheurs qui depuis des années participent à ces études ont entretenu depuis le début de 1987 une réflexion de synthèse qui devrait permettre de préciser nos connaissances de ces questions et de formuler de nouvelles interrogations.

Complémentairement d'autres équipes abordent les villes secondaires (Egypte, Mexique, Togo) ou principales (Equateur) en les considérant non plus dans leurs parties (analyse de quartier et analyses sectorielles), mais dans leur entité et leur totalité. Ce nouveau type d'approche

doit permettre de reconsidérer (à travers des lectures du phénomène "ville" qu'il permettra) ces mêmes acteurs et ces mêmes stratégies retrouvés, s'exprimant à travers les mêmes dispositifs techniques et réglementaires. Il sera dès lors possible de saisir autrement le phénomène urbain, les socio-systèmes qu'il génère et les formes d'organisation urbaine de l'espace et des sociétés qu'il revêt. A terme, de cette double conjonction devrait surgir de nouvelles problématiques.

On voit que ce grand programme aborde des aspects nouveaux et fondamentaux du fait urbain. Sa cohérence n'est pas dans l'apparente harmonie d'équipes marchant sous la même bannière et du même pas, mais dans la convergence des questionnements et dans l'identité des objectifs poursuivis. Il devrait en sortir à terme, une connaissance plus élaborée qu'à ce jour des caractéristiques spécifiques aux villes sous les tropiques (quoique on devrait plutôt parler de villes en Afrique Occidentale et en Amérique Andine ou plus généralement montagnarde) et surtout une réflexion fondamentale sur les politiques urbaines menées relativisées par l'histoire et les milieux sociaux où elles s'expriment.

*
* HISTOIRE SOCIALE DES VILLES DU TOGO *
*
* Présentation par Jean-Claude BARBIER *
*

L'équipe de recherche Université du Bénin/ORSTOM "Histoire sociale des villes du Togo" a été mise en place en janvier 1986. De nombreux étudiants, dont le projet de mémoire en sciences sociales ou en urbanisme porte sur un thème urbain ou pré-urbain, sont suivis par les chercheurs de l'équipe, qui leur assurent, en plus d'un encadrement scientifique concret sur le terrain, une certaine aide pour les dépenses de fonctionnement.

Plus ponctuellement, d'autres chercheurs peuvent collaborer à l'équipe. L'organisation d'un réseau sur le thème de l'histoire sociale des villes d'Afrique Noire est envisagée.

Nous voulons présenter dans cette note les principaux acquis des chercheurs ORSTOM engagés dans cette recherche collective.

Cette approche commune par l'histoire, par la reconstitution des dynamiques et des mécanismes, recouvre des échelles différentes, du système urbain à la monographie de ville, que chacun, selon sa démarche propre, aborde tour à tour ou simultanément.

I. - LE SYSTEME URBAIN TOGOLAIS

Y. MARGUERAT continue à maintenir ouverte la réflexion comparative sur les pays riverains du Golfe du Bénin, dont l'acquis essentiel est que le système n'est qu'une transposition spatiale du système des pouvoirs : l'atonie de beaucoup de villes moyennes est le reflet de l'absence d'un pouvoir politique et économique que monopolise la capitale.

a) Le réseau urbain du Togo a été étudié de façon synthétique en 1984, à la demande du ministère du Plan. Le document final (ORSTOM 1986) montre que ce réseau est plus complexe qu'une simple macrocéphalie, car des échanges

régionaux et surtout des courants migratoires locaux laissent une certaine autonomie aux principales villes moyennes. Selon que les politiques d'aménagement sauront ou non utiliser ces potentialités régionales, la capitale du Togo concentrera, à la fin de ce siècle, entre un cinquième et la moitié des habitants du pays.

b) L'analyse des populations urbaines par l'exploitation méthodique des résultats du recensement de 1981 confirme les grandes lignes mises en lumière à partir de celui de 1970, dépouillé par Y. MARGUERAT en 1980-81. La personnalité de chaque ville, la répartition des activités proprement citadines, les courants de peuplement apparaissent de mieux en mieux et précisent la typologie fonctionnelle des villes, où les rares "centres vraiment urbains" se distinguent clairement des autres centres locaux, plus engoncés dans le monde rural et beaucoup moins aptes à un quelconque dynamisme.

Ces populations urbaines ont aussi été mises en perspectives par une étude des migrations et à partir de l'exemple concret d'un lignage kabyè de quatre cents migrants environ.

c) La mise en place de ce système urbain est envisagé dans le Sud par les universitaires togolais (du XVIIe au XVIIIe siècle) et, dans le Centre, par J.C. BARBIER, (depuis le XVIIIe siècle) qui reconstitue les axes du commerce de la cola, autour desquels se sont réorganisées les communautés et les structures politiques, et S. DUGAST qui traite de la naissance d'une agglomération pré-urbaine dans le contexte d'une zone de production intensive de fer. Une telle démarche implique un débordement des frontières du Togo, vers les villes du Bénin septentrional (Djougou, etc...) et (ultérieurement) du Ghana central (comme Salaga).

II. - LOME ET SON EVOLUTION

La capitale togolaise, aux nombreux caractères originaux (comme l'absence de ségrégation sociale entre les quartiers, la rareté des interventions publiques, la faiblesse des spéculations foncières...), est le centre d'intérêt principal d'Y. MARGUERAT depuis 1981-82.

a) La population de Lomé a été étudiée aussi finement que possible à partir des recensements de 1970 et de 1981, en collaboration avec la Direction de la Statistique, en particulier avec l'actuelle "Enquête budget

consommation". Ses caractéristiques (majorité féminine, homogénéité culturelle, nuances dans la répartition des activités...) renvoient à toute l'insertion de la ville dans l'espace et le temps.

b) Les pratiques foncières, étudiées par enquête au 1/10e en 1982-84, se sont révélées la clé explicative d'un grand nombre de ces phénomènes, avec la cristallisation sociale sur la "maison de famille", objectif de toute réussite sociale, devenue intangible à la mort de son fondateur, et donc facteur principal de l'immobilisme foncier de Lomé. Le sol urbain, n'ayant que cette valeur d'usage - construire son "chez" (soi) - et non valeur d'échange, s'est négocié très longtemps à des prix symboliques, qui ont permis aux riches et aux pauvres d'acheter côte à côte sur les marges d'une agglomération en croissance très rapide.

c) L'histoire de la formation sociale loméenne, en particulier la formation précoce d'une bourgeoisie urbaine de marchands aventuriers (non autochtones) enrichis et devenus des notables, est indispensable pour comprendre la situation actuelle. Elle s'étend donc sur un peu plus d'un siècle (ville fondée en 1880) à travers les périodes allemande (1884-1914), anglaise (1914-1920), française (1920-1960) et indépendante ; elle exige le recours tant aux archives qu'à l'histoire orale des plus vieux citoyens.

d) L'évolution actuelle de cette formation sociale n'est jusqu'ici envisagée que sous le seul angle de la délinquance juvénile (située dans une perception plus globale de la jeunesse entière), très révélatrice des singularités loméennes.

Il est envisagé par la suite d'appréhender également le monde des hommes d'affaires et celui des artisans.

e) La localisation de l'emploi dans la ville est une étude en cours depuis un an. Son objectif est de mettre en parallèle la répartition des résidences et celle des emplois, puis d'étudier, entre elles, le système des transports urbains remarquablement organisés par le syndicat des chauffeurs de taxis. Ceci mènera à une synthèse sur l'usage de l'espace urbain.

L'objectif final d'Y. MARGUERAT est une synthèse sur la ville de Lomé, ses singularités et ses problèmes,

d'ici deux à trois ans.

III. - LES AGGLOMERATIONS MULTICENTREES DE LA ROUTE DE LA COLA

Etude d'une formation urbaine :

a- du hameau à l'agglomération multicentree

Le centre et le nord du Togo se sont trouvés traversés par un faisceau de pistes commerciales reliant les cités hawsa (Kano, Katséna...) à l'importante ville caravansérial que fut Salaga, en pays gondja (centre-est du Ghana actuel).

En pays Kotokoli - et parallèlement en pays yom, à Djougou - l'existence de cette route de la cola, dont la chronique de Kano nous révèle la mise en place dès le milieu du XVème siècle, a entraîné de profondes transformations sociales et politiques, les communautés villageoises se réorganisant pour accueillir les négociants (colporteurs hawsa, commerçants "manding"), développer leur artisanat et se mettre au commerce.

Ces populations sont ainsi passées de modestes hameaux claniques, perchés dans des sites montagneux choisis pour des raisons évidentes de défense, à une organisation en chefferies, sous l'impulsion d'immigrés gurma, avec descente en plaine. Structure ouverte à l'immigration d'autres groupes, la chefferie a donné naissance - en pays Kotokoli et bassar à des quartiers juxtaposés, souvent distants les uns des autres, tout en restant au sein d'une même entité politique. Aux fondateurs d'origine gurma, se sont rapidement jointes des populations de montagne et, à partir du XVIIIe siècle, de nombreux commerçants soudanais qui s'y sont sédentarisés.

Au quartier du fondateur et de ses descendants, qui conservent toujours le pouvoir politique, se sont donc ajoutés les quartiers des populations de montagne, dont les éléments les plus anciens jouent le rôle d'intronisateurs et de fossoyeurs des chefs, puis les quartiers de musulmans (malwa-da).

Au terme de cette dynamique du peuplement, et à certains endroits bien positionnés sur cette route de la cola, se sont constituées des chefferies supérieures. Au sein de ces nouvelles entités politiques, les quartiers des musulmans deviennent des "didaüré", c'est-à-dire des

villages autonomes dépendant directement du souverain.

Enfin, en satellites des principales chefferies, un peuplement d'éleveurs peuls s'est sédentarisé, linguistiquement assimilé et parfaitement intégré socialement et politiquement, en de multiples campements.

Bien que des activités non agricoles aient été menées au sein de ces agglomérations, on ne peut qualifier celles-ci d'urbaines, tous les actifs, chefs y compris, assurant leurs subsistance par l'agriculture. Néanmoins, l'addition de quartiers ou de chefferies à peu de distance les uns des autres, constituaient déjà un peuplement aggloméré susceptible d'évoluer vers une formation plus urbaine. Au XIXème siècle, Djougou, à l'est du pays kotokoli et dont l'histoire est curieusement parallèle, était une ville caravansérail.

En pays bassar, les énergies locales furent principalement mobilisées par l'extraction et et la fonte d'un minerai de fer de haute teneur et la fabrication d'un outillage aratoire de qualité. Au XIXème siècle, toutes les populations voisines (Kabyè, Kotokoli, etc...) avaient pratiquement cessé la fonte des cuirasses latéritiques, préférant venir se ravitailler auprès des métallurgistes bassar. Le processus agglomératif n'y a cependant pas bénéficié de l'apport des commerçants soudanais.

Durant la période coloniale, les agglomérations qui furent choisies pour être des chefs-lieux administratifs, Sokodé, Bassar, puis Bafilo et Tchamba, virent leurs espaces intersticiels, entre les chefferies (ou communautés) constitutives, progressivement comblés par la construction de bâtiments publics, l'implantation d'établissements scolaires ou hospitaliers, la fondation de missions chrétiennes, la naissance de nouveaux quartiers d'immigration (zongo - quartier de commerçants "étrangers" -, lotissements résidentiels pour les employés originaires du Sud, etc...).

Il en est résulté un tissu plus continu, d'allure plus urbaine, mais qui continue à être structuré par les chefferies (ou communautés) qui sont autant de noyaux autour desquels sont venus se greffer, dans un espace plus desserré, alliés et clients. Les chefs se font d'ailleurs volontiers promoteurs de nouveaux lotissements pour bénéficier de la rente foncière. Mieux, des villages extérieurs se sont rapprochés pour profiter des services

urbains et affirmer leur prééminence sur un terrain qui commence à acquérir une certaine valeur marchande.

On se retrouve ainsi avec la présence en ville de multiples chefferies, devenues autant de quartiers (dans le cas de Sokodé, 9 sur 14 quartiers), c'est à dire de communautés résidentielles dotées, en leur centre, d'un pouvoir local. Même si un carrefour important peut faire illusion, comme à Sokodé ou à Bassar, ces agglomérations n'ont pas à proprement parler un centre-ville mais des centres à partir desquels se définissent les quartiers.

b- Etudes effectuées

Une approche historique s'est avérée nécessaire pour rendre compte de cette genèse des agglomérations du centre du Togo, et elle s'inscrit dans une large enquête d'histoire régionale (BARBIER, DUGAST, DRAMANI-ISSIFOU).

S'est avérée également opportune une approche anthropologique axée sur la chefferie et son rôle en ville (BARBIER), le sentiment d'appartenance au quartier vu à travers les groupements d'artisans à caractère coopératif et les loisirs des jeunes (BARBIER), les relations inter-quartiers théâtralisées lors des cérémonies qui, en pays bassar, suivent le décès d'un homme ou d'une femme adulte, de l'enterrement aux funérailles, afin de réactiver la trame des alliances matrimoniales (DUGAST), le rôle foncier des chefs coutumiers (BARBIER), le pouvoir politique traditionnel (BARBIER, DRAMANI-ISSIFOU).

Une approche plus sociologique a été mise en oeuvre pour appréhender l'urbanisme développé par l'administration coloniale (BARBIER), l'action des missions chrétiennes (BARBIER, AGBOLY-ATAYI), l'impact de l'islam (DRAMANI-ISSIFOU).

Enfin, sur le plan économique, nous pouvons mentionner l'étude du marché de Bassar (DUGAST) et celle de l'agriculture intra-urbaine à Sokodé (MONNOT), avec en perspective une enquête auprès des nombreux transporteurs kotokoli, à Sokodé et à Lomé.

c- Recherches appliquées

Nous avons procédé à des travaux cartographiques au 1/5000e (quartiers de Sokodé, ceux de Djougou - à la demande du Projet d'urbanisme béninois, PUB) et au 1/2000e (pré-cadastre de deux quartiers de Sokodé correspondant à

des zones d'extension de la ville - à la demande de la DGUH).

Une analyse critique a été faite du plan d'urbanisme de la ville de Sokodé.

Enfin, nous avons été amenés à rédiger plusieurs projets : implantation d'un musée d'histoire et d'ethnologie à Bassar (à la demande de la Direction des musées nationaux), tracé d'une route traversant le massif du Fazao (et reprenant l'itinéraire des anciens négociants de la cola), etc...

IV- L'INTEGRATION DE L'EQUIPE DANS LES STRUCTURES TOGOLAISES

Comme l'a montré le "Séminaire national sur les recherches en sciences sociales" (Xara, juillet 1986), les chercheurs de l'ORSTOM paraissent bien intégrés dans les diverses structures qui s'occupent des villes au Togo. Outre l'équipe UB/ORSTOM, ces chercheurs s'appuient sur un réseau dense de relations personnelles.

En amont de la recherche, dans le domaine de la formation, les chercheurs ORSTOM de l'équipe :

- encadrent ou ont encadré ces dernières années des stagiaires du Centre ORSTOM, français, suisse, togolais, sénégalais ;

- co-dirigent, avec les universitaires de Lomé, un nombre important de maîtrises en géographie, histoire et en droit ;

- enseignent à l'Ecole africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EAMAU) de Lomé, y encadrent les diplômés de fin d'étude en urbanisme et participent régulièrement aux jurys. On peut dire que, dans chaque bureau de la Direction de l'Urbanisme, il y a maintenant un de nos anciens étudiants ; ce qui crée des liens...

- en parallèle, l'effort de collaboration scientifique s'exerce, outre les nouveaux collègues du Département "D" qui s'intéressent aux villes du Togo, avec des universitaires togolais, essentiellement historiens, parfois géographes, voire juristes.

Plusieurs projets sont en cours à la périphérie des activités de recherche proprement dites :

- réalisation de diapositives pédagogiques,
- création d'une collection d'ouvrages publiant

(traduits et commentés) les documents originels les plus anciens sur le Togo, à des prix accessibles au public cultivé...

Une certaine vulgarisation de nos travaux a été faite grâce à plusieurs conférences données au Centre Culturel français, devant un public nombreux.

En aval de la recherche, les liens personnels sont étroits et efficaces avec les utilisateurs les plus immédiats : direction de l'urbanisme, Ministère du plan, direction de la statistique, préfecture et services techniques de Sokodé, etc. Nous faisons un effort particulier pour diffuser des notes rédigées sur certains points de notre recherche susceptibles d'intéresser les services administratifs et techniques.

Avant même la rédaction finale de nos travaux, nous sommes engagés dans une recherche qui, bien que n'étant pas directement appliquée, nous apparaît largement utile.

*
RECHERCHE SUR LES CIMETIERES DU CAIRE
*
Par Galila EL KADI
*

Galila EL KADI vient de terminer une recherche très concrète sur les cimetières du Caire dont elle rend compte ci-après. Depuis le début de 1987 elle travaille, avec une équipe de travailleurs égyptiens, sur les villes secondaires d'Egypte et singulièrement sur la ville de ROSETTE.

1. Présentation de la recherche

La nécropole musulmane du Caire est actuellement menacée de transformations. De façon non planifiée, elle risque de devenir une immense zone d'habitat spontané et pauvre.

Le problème posé par les cimetières à une triple dimension :

a- L'espace occupé par les tombes représente un enjeu considérable tant pour l'autorité publique que pour les promoteurs immobiliers. Couvrant une superficie de 1000 ha, s'étendant sur une longueur de 12 km du Nord au Sud et situés en bordure immédiate de la masse urbaine, les cimetières constituent une barrière contre l'extension de la ville vers l'Est. La recherche de zones constructibles dans les limites du périmètre urbain, pouvant être facilement équipées, a attiré les regards sur ces espaces mal ou sous utilisés. La tendance dominante dans les prévisions futures des responsables de la planification serait de déplacer les tombes dans le désert et d'affecter les terrains libérés aux lotissements de standing.

b- Le deuxième aspect du problème concerne l'importance du patrimoine architectural recelé dans cet espace et qui se trouve en état de délabrement. Outre les monuments funéraires datant des époques fatimides, memloukes et ottomanes, les tombes-palais en pierre de taille et les petites tombes en bois présentent des qualités esthétiques

non négligeables. La richesse et la diversité architecturale de ces lieux mal connus appellent des interventions spécifiques, selon le cas, afin de les mettre en valeur.

c- L'occupation des cimetières par les sans logis a, enfin, ajouté une nouvelle dimension au problème. Le nombre des habitants varie entre 350.000 et 500.000 selon différentes estimations.

2. Objectifs de la recherche

L'objectif principal de cette recherche est l'élaboration d'un schéma de structure des zones périphériques occupées par les cimetières du Grand Caire. Ce schéma devrait permettre une rationalisation de l'utilisation de l'espace appuyée sur une mise en valeur du site mais compatible avec les capacités d'exécution existantes actuellement.

Le deuxième objectif visé est la mise en évidence des forces qui ont modelé ces espaces et leur ont donné la forme sur laquelle on les trouve actuellement. Le troisième et dernier objectif serait de mettre à la disposition des chercheurs et des décideurs des données de base issues de la première recherche globale faite sur ce sujet.

3. Méthode de travail

Ces lieux donnent à voir aux premiers regards une diversité et une richesse des espaces et des architectures.

On pourra parler ici légitimement de ville et d'urbanisme sans être dans la métaphore.

- Les surfaces de parcelles des sépultures varient de quelques mètres carrés à plusieurs dizaines, voir même centaines de mètres. Un "tissu" allant de la trame régulière et orthogonale, née d'une volonté d'ordonnancement et de rentabilité du sol, jusqu'à l'agencement de parcelles le plus libre, le plus complexe, né du hasard et de l'usage.

- La diversité des parcelles a engendré une diversité des architectures.

- Ces tombes peuvent être de simples parallélépipèdes de pierre, ornés de deux stèles, des mausolées à coupes trônant dans des parcs de verdure et ressemblant à des mosquées, des villas à plusieurs corps de

bâtiments, de merveilleux "kiosques" en fines dentelles de bois... etc.

A l'analyse minutieuse on y trouvera peut être mille ans d'architecture, mais on y voit déjà des quantités de procédés de construction, d'influences, de réminiscences, de modes ; et surtout une permanence du désir de se représenter à travers sa tombe - marquant l'importance culturelle que la sépulture représente dans la société égyptienne.

La richesse et l'originalité de ces espaces a induit une démarche d'analyse qui vise à leur conservation et leur mise en valeur. Une étude de terrain portant sur l'ensemble des cimetières est donc indispensable. Elle permettra de rendre compte de l'état des lieux, des types d'occupation de l'espace et du degré de désaffectation des tombes afin d'émettre des propositions adéquates.

Mais la compréhension de l'architecture impose des références constantes au contexte géographique, historique, social, économique, idéologique et politique, l'étude documentaire couvrira ces aspects.

4. Plan de la mise en oeuvre de la recherche

La durée de cette recherche comporte cinq phases :

Phase préparatoire, du 1.1.85 au 1.6.85.

C'est au cours de cette phase que nous avons repéré les sources d'informations principales, réuni les documents disponibles et effectué des visites de reconnaissance sur le terrain.

Recherche documentaire

Une abondante littérature couvre l'histoire de l'Egypte ancienne, nous avons donc trouvé une documentation assez riche sur les cités des morts au cours de la période antique.

Nous nous sommes sentis plus démunis pour les époques postérieures où l'information est très dispersée, fragmentaire et discontinue. Toutefois l'intérêt que les historiens égyptiens ont de tout temps porté à l'histoire et à la topographie de la capitale nous a doté de précieuses informations.

A ces sources s'ajoutent les descriptions des voyageurs et écrivains arabes et européens au cours des siècles suivant l'invasion arabe et où les cimetières occupent une place assez importante.

Ces documents nous ont permis de reconstituer l'histoire de la naissance et de l'évolution des cités des morts au Caire, de mettre en évidence la pérennisation des pratiques funéraires des anciens Egyptiens enfin l'importance et l'originalité de cet espace qui a de tout temps rempli d'autres fonctions que l'inhumation ; lieu de loisir ; de divertissement, de rassemblement, d'échanges et de repos.

A partir de 1930, et jusqu'en 1983, nous manquons totalement de documents écrits. Cependant, l'existence de documents graphiques à différentes échelles a couvert en partie cette lacune.

La publication en 1986 des résultats des recherches menées par le département de Sociologie de l'Université du Caire sur le phénomène d'habitat dans les cimetières nous a éclairé divers aspects restés jusque là dans l'ombre. Ces recherches nous ont dotés d'informations bibliographiques, historiques, démographiques et anthropologiques.

Les sources

a : les documents historiques

Notre source principale pour l'analyse des cités des morts en Egypte a été constituée par les documents historiques existants dans la bibliothèque de l'IFAO et la bibliothèque nationale du Caire. Pour la période antique les études de R. BADAWI sur l'architecture funéraire chez les anciens Egyptiens et de E. DRIOTON sur l'histoire générale de l'Egypte antique constituent des documents de base.

L'encyclopédie de l'histoire de l'Egypte réalisée par un groupe d'historiens Egyptiens fournit des indications sur les modèles des tombes au cours des époques grecque et romaine.

A partir de l'invasion arabe en 650, nous nous sommes surtout basés sur les sources arabes : les Khitats de Maqrizi et de Ali Pacha MOBARAK, les descriptions des

voyageurs tels que Ibn BATTOUTAH, Ibn JUBAIR, Ibn Iyas, Ibn TAGRI BARDI etc...

Le travail de Creswel sur l'architecture islamique livre une masse de relevés de tombe, Khankas, madrassas, et mausolées. D'autres travaux d'un intérêt plus limité sur le même sujet furent également consultés.

La description de l'Egypte contient des relevés topographiques assez précis des zones des cimetières et de leur environnement.

b : les documents contemporains

Nos sources principales furent constituées par :

- Les schémas directeurs de 1956, 1960 et 1982, dont la consultation nous a donné des indications sur l'évolution de l'espace occupé par les cimetières et les prévisions sur sa future utilisation.

- Les thèses soutenues dans les départements de géographie et de sociologie de l'université du Caire. Deux thèses soutenues simultanément en 1984 et en 1985 sur les cimetières sont extrêmement riches en informations.

- Les archives de la presse égyptienne des dix dernières années. La consultation de ces archives nous a fourni des éléments sur la politique des autorités publiques vis à vis des cimetières. Les enquêtes journalistiques sur le phénomène d'habitat dans les cimetières nous ont éclairé à la fois sur le mode de gestion de ces espaces et sur les contradictions entre le discours officiel et les faits réels.

c : Les documents graphiques

On trouve au service du plan du Caire une importante collection de plans datant de différentes époques et à différentes échelles en plus des plans établis à partir des photos aériennes effectuées par l'I.G.N. en 1977.

Nous les avons tous obtenus. Seulement il a fallu remettre à jour les plans de 1977 en nous basant sur nos observations sur le terrain.

d : Autres sources

Il s'agit des informations non écrites que nous avons recueillies au cours de nos visites de reconnaissance et qui s'enrichissent au fur et à mesure que nous avançons dans notre enquête.

La première phase, du 1.6.85 au 30.12.85

C'est au cours de cette phase que nous avons commencé à analyser les documents réunis au cours de la phase précédente et amorcé la recherche de terrain.

La recherche de terrain avait pour buts :

a) Analyser les relations multiples entre les cimetières et leur environnement immédiat.

b) Faire des relevés topographiques des différents usages de l'espace, de l'état du bâti et de celui des monuments historiques et de leur tissu urbain ambiant.

c) Cerner les tombes habitées et celles occupant d'autres fonctions afin d'isoler des îlots occupés et de mesurer le degré d'adaptation des cimetières aux besoins des vivants.

d) Interviewer un échantillon des occupants et des gestionnaires (fossoyeurs, croque-morts, concierges...) des cimetières pour déterminer leurs origines géographiques et sociales et évaluer les travaux qu'ils ont réalisés pour améliorer l'espace habité.

e) Faire des relevés architecturaux assez précis des différents types de tombes et particulièrement celles offrant un intérêt esthétique.

f) Effectuer des prises de vues et de son pour la réalisation d'un montage audiovisuel qui valoriserait cette recherche.

Cette première phase comporte les étapes suivantes :

La préparation de l'enquête de terrain

Nous avons d'abord délimité l'aire géographique des cimetières de la capitale.

Nous avons effectué plusieurs visites à ces différentes nécropoles afin de choisir notre premier terrain

d'intervention. Notre choix s'est porté sur la Nécropole Est. Ce choix nous a été imposé par les limites de nos moyens financiers et humains, nous n'étions pas en mesure de mettre en oeuvre une recherche sur les cinq Nécropoles en même temps.

La préparation du questionnaire

Ce questionnaire se divise en trois parties principales

La première partie repose sur les observations empiriques des enquêteurs sur les sous secteurs d'intervention. Les questions posées permettent de recueillir des données générales sur l'environnement physique ; les questions posées dans la deuxième partie concernent particulièrement les tombes occupées ; celles posées en troisième partie visent à recueillir des données sur les habitants.

La remise à jour des plans

La recherche sur le terrain nécessitait des plans à une échelle lisible : 1/1000e. Or les plans existants à cette échelle dataient de 1929. Nous avons donc été contraints d'agrandir les plans de 1977 (éch. 1.5000e). Une remise à jour s'imposait, elle a été faite avec peu de moyens.

La formation de l'équipe de travail

L'équipe de travail est formée par des chercheurs extérieurs au G.O.B.H.P.R.

Une initiation et une formation à la recherche de terrain fut assurée pendant trois séances par les deux chercheurs principaux. Le terrain fut ensuite divisé en secteurs principaux et en sous secteurs.

Ce travail a duré du 15.6.85 au 1.10.85, à partir de cette date, les résultats furent traduits graphiquement en même temps que le dépouillement et le traitement des données des questionnaires se faisaient manuellement.

Un exposé des résultats obtenus appuyé par la présentation de quarante plans et planches et la projection d'un montage de diapositives a eu lieu au GOHBPR le 28.12.85.

Le rapport intermédiaire de cette première phase est achevé dans sa version arabe.

La deuxième phase deuxième semestre 87.

La recherche de terrain au cours de cette phase a porté sur la Nécropole Sud.

- L'équipe de recherche fut d'abord composée par des chercheurs du GOHBPR ne travaillant pas à plein temps - deux matinées par semaine. Cette réduction des effectifs a entraîné des délais considérables. A partir du mois de juin une quinzaine d'étudiants de l'IUC ont renforcé cette équipe ce qui a permis d'achever la recherche de terrain avant la fin de l'année.

- Nous avons mis l'accent sur les relevés des tombes, travail effectué par le chercheur principal étranger. Une trentaine de tombes furent ainsi relevés.

La troisième phase achevée fin 86 a permis de réaliser le montage du diaporama.

La quatrième phase a commencé mi-87. Il s'agit de la dernière phase au cours de laquelle le traitement des dernières données recueillies sur le terrain sera effectué et la rédaction du rapport final accomplie.

* * * * *
 *
 * **BAMAKO, SAINT-LOUIS, DAKAR, PORTO-NOVO** *
 *
 * **VILLES D'AFRIQUE NOIRE** *
 *
 * **HISTOIRE URBAINE ET URBANISTIQUE** *
 *
 * **Alain SINOU** *
 *
 * * * * *

L'occasion est là pour dresser un état de lieux de mes recherches consacrées aux questions d'aménagement urbain, même si l'exercice n'échappe pas aux rationalisations a posteriori, en fonction des préoccupations du moment.

PROGRAMME "ANTHROPOLOGIE DE L'ESPACE HABITE"

Ce programme initié en 1981 s'est achevé dans sa phase "active" en 1984 par un volumineux rapport transformé en un ouvrage plus léger publié en 1987. A l'intérieur d'un vaste programme qui visait à dégager les traits anthropologiques des pratiques spatiales des citadins dans les villes d'Afrique Noire, j'ai choisi deux terrains d'enquête, Bamako et Saint-Louis du Sénégal pour analyser les manières de construire et d'habiter.

Ce travail s'est déroulé dans une époque où l'observation de pratiques "différentes" est souvent une fin en soi au risque d'établir. Une apologie de "l'autre" tradition pour ne pas dire du traditionnalisme. Bien que marqué par des modes d'enquête de l'anthropologie-rurale (la monographie de village devenant une monographie de quartier), j'ai été amené rapidement à abandonner toute une série de classifications spatiales comme d'autres dans l'équipe ont remis en cause des catégories d'analyse de la parenté, ces démarches aboutissant à dissocier le recouvrement habituel entre famille et lieu de résidence. Les villes d'Afrique Noire ne sauraient être réduites à de gros villages même si l'on y trouve encore des cases en chaume, les relations sociales traversent largement les délimitations marquées spatialement (concession, unité de voisinage, quartier...) pour prendre leur sens à l'échelle urbaine.

A l'inverse, un autre enjeu du travail, l'hypothèse première même, était de démontrer que toute une série de catégories issues du discours urbanistique occidental n'était guère opératoire dans ces villes. En particulier, la figure du modèle (d'aménagement, de logement...) ne permettait pas d'une part de rendre compte, d'autre part d'autoriser la reproduction des pratiques des citadins. En celà, notre démarche visait à remettre en cause les pratiques d'aménagement de nombreux bureaux d'études. (Le grand méchant loup de l'époque mais étions nous des petits chaperons rouges ?).

Quelles que soient les qualités des observations et des analyses, la principale limite que je vois dans cette orientation est la suivante. S'il est riche de lire "la différence", il est difficile de lui donner un statut, particulièrement lorsque l'on pense en terme de développement (ce qui n'était pas le cas à l'époque). Hormis quelques vœux pieux pour le rapprochement et l'amitié entre les peuples (en l'occurrence il s'agit ici des chercheurs et des aménageurs) l'usage d'un tel travail par des "décideurs" pose problème car il ne présente pas de modèle alternatif. Il est dès lors présenté comme un travail "intellectuel" ou universitaire.

Cet argumentaire en cache cependant un autre, bien plus réel, la différence des pratiques professionnelles. Les aménageurs sont inscrits dans une logique de rentabilité, souvent non pas même du projet (qui n'a comme utilité que de remplir un plan de charge) mais de l'agence ou du bureau d'étude. Dans ce contexte, on ne voit pas pourquoi s'encombrer de considérations pour des usagers qui ne peuvent que faire perdre du temps et donc de l'argent. Seules les ONG qui ont du temps et peu d'argent peuvent peut-être s'offrir ce luxe.

Il ne suffit plus aujourd'hui d'opposer le chercheur au développeur. Le discours scientifique composé d'observations et d'analyses et non de conseils et de programmes ne se situe pas en dehors du développement, dans la mesure ou implicitement ou pas il étalonne les pratiques en fonction, que l'on le veuille ou non, d'une morale. Le non-interventionnisme que souvent il prône suggère, par exemple en matière d'urbanisme, qu'un mode de développement contrôlé par les groupes sociaux étudiés serait le plus adapté. Ce type de raisonnement fait implicitement du groupe étudié l'agent privilégié du développement et fait souvent abstraction de l'Etat dans un domaine où il a été un des principaux agents voire le plus important, au moins dans le

monde occidental.

En posant l'Etat au mieux comme inefficace, au pire comme malfaisant, sa disparition en tant qu'agent économique peut être justifiée, au profit des groupes particuliers qui seraient plus aptes à favoriser un "développement communautaire". Si ce système a parfois pu faire ses preuves dans certains types de projets (généralement de petite ampleur) même si l'on peut parfois douter sur la répartition égalitaire des bénéfices du projet, il ne peut suffire à l'échelle de la ville où certains investissements, (équipements, réseaux) et certaines réglementations (accès au sol et aux services) doivent émaner d'une instance qui dépasse l'intérêt d'un petit groupe.

Si les Etats africains sont souvent des regroupements d'intérêts particuliers, aucune autre instance ayant la vocation de servir les intérêts de l'ensemble de la communauté n'a encore été inventée. Small n'est pas nécessairement beautiful dans des villes de plusieurs centaines de milliers d'habitants où la construction de groupements et de réseaux lèse généralement les intérêts de propriétaires ou de groupes qui vivent de leur absence (les porteurs d'eau par exemple).

PROGRAMME "HISTOIRE DE L'URBANISME COLONIAL"

La difficulté d'accorder une analyse de type anthropologique avec une programmation urbanistique n'est pas spécifique à ce travail. On la retrouve dans toutes les études du même type à cette époque, ainsi que dans les travaux d'étudiants aussi bien pour d'autres villes (de tailles différentes par exemple) que pour d'autres milieux. Elle exprime les limites d'un type de démarche scientifique lorsqu'elle est prise dans le discours du développement.

Cette orientation de recherche ne pouvait s'éterniser, d'autant que les ministères se lassaient. Aussi, une étude en amont des pratiques des citoyens a été engagée, au niveau des acteurs urbains, afin de mieux saisir l'articulation entre des politiques et des pratiques. Ce programme qui s'achève actuellement vise donc à identifier les multiples acteurs dans les villes d'Afrique Noire ainsi que leurs logiques d'intervention et les réponses des citoyens, et d'analyser les enjeux socio-économiques de la maîtrise de l'espace.

Ce programme a été mené sous différents angles d'approche. J'ai privilégié l'approche historique des politiques d'aménagement de l'espace urbain en me référant notamment aux nombreux travaux sur ce thème menés sur l'Europe du XIXe et du début du XXe siècles. Le recours à l'histoire (une démarche aussi à la mode ces dernières années) n'est pas une panacée mais elle rend plus facile l'analyse de logiques d'interventions qui nécessiteraient une place institutionnelle que le chercheur a rarement dans une opération actuelle de développement.

Dans cette optique, j'ai choisi d'étudier les logiques de l'urbanisme pendant l'ère coloniale (prise au sens large, fin XVIIIe jusqu'en 1960) dans le pays d'Afrique Noire francophone qui a reçu dans ce domaine le plus d'investissements, le Sénégal. Ce travail a fait l'objet d'une thèse de troisième cycle soutenue en 1986 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. En outre, j'ai participé à une étude plus exhaustive sur le rôle de la France dans l'aménagement des villes d'Afrique Noire jusqu'en 1960, dans le cadre d'un programme de recherche mené par l'Agence Coopération et Aménagement, ACA, étude que l'on m'a demandé de réécrire tout dernièrement en vue de publication.

Si au début de ce travail, le souci d'exorciser les vieux démons du colonialisme a pu m'agiter, j'ai progressivement abandonné cette voie pour me concentrer sur les modes de mise en place de la puissance publique dans ces pays grâce à l'aménagement de l'espace urbain. Ce travail aurait pu être mené en d'autres lieux, mais l'opportunité était là. Le cadre colonial m'a amené à décrire souvent de manière caricaturale les enjeux et les formes de l'urbanisme, mais la nuance n'est pas un art colonial ! Pour plus d'informations sur ces travaux je renvoie aux ouvrages et ne proposerai ici que quelques remarques renvoyant au développement.

En premier lieu, l'analyse sur presque deux siècles des politiques d'urbanisme m'a convaincu de la grande continuité de la logique d'intervention sur l'espace, laquelle n'est d'ailleurs pas spécifique à l'espace mais résulte d'abord de la constitution de l'appareil d'Etat français. Les procédures et les réglementations inventées en France sont toujours reproduites à l'identique dans d'autres sites, ce qui ne veut cependant pas dire que les modalités d'interventions sont similaires ; celles-ci sont

progressivement adaptées au contexte colonial (de manière plus ou moins heureuse). Mais l'esprit du projet, son montage, sa validation, son éventuelle valeur de modèle demeurent définis selon les mêmes critères, propres à la bureaucratie française. (N'y a-t-il pas d'ailleurs une grille aussi figée dans le domaine de la recherche ?)

Aussi, aujourd'hui mes phantasmes d'alternatives en matière d'aménagement se sont éteints et les qualificatifs de coopératif, d'auto-centré qui remplacent les termes de populaire un peu désuet ne sont bien souvent que l'expression de l'intégration de la logique d'interventionnisme par les derniers éléments de la chaîne qui espèrent récolter quelques miettes de ce pactole. Cette constatation un peu désabusée n'est d'ailleurs finalement que l'expression de la mort d'un phantasme que l'on pourrait qualifier d'estudiantin, car qui cherche vraiment à contester un ordre des choses si fructueux !

En matière d'urbanisme, les projets conçus, mais surtout financés par des bailleurs dans une certaine logique économique et institutionnelle n'évoluent guère en fonction des événements locaux. La rupture politique des années 60 en Afrique Noire a peu de signification, les bailleurs de fonds restant pour la plupart les mêmes. Seules les manières évoluent, des grands programmes sectoriels à la coopération par projet, mais c'est un autre sujet qui a d'ailleurs déjà été traité.

Face à ce constat, l'enjeu d'une étude sur les politiques urbaines me semble s'être déplacé ; ou du moins peut-on lui ajouter les enjeux de l'interventionnisme qu'il faut étudier non pas seulement sur place mais dans les machines où les projets sont imaginés, généralement les antichambres de ministères ou d'organismes internationaux. La connaissance de la logique interne du projet est devenue nécessaire si l'on veut comprendre les choix politiques et techniques d'aménagement mais ce type de recherche qui vise à analyser les pratiques non plus d'"autochtones" mais d'aménageurs est autrement plus difficile à mettre en place.

PROGRAMME " HISTOIRE URBANISTIQUE ET SOCIALE D'UNE VILLE DU BENIN, PORTO-NOVO

Il convient aussi d'imaginer les domaines où le chercheur peut lui-même intervenir. L'occasion m'en fut fournie grâce à une étude menée en 1985-86 à la suite d'un accord entre l'ORSTOM et un service d'urbanisme béninois, le PUB. Ce service chargé d'établir les plans directeurs des

villes secondaires du Bénin était à la recherche d'informations à propos d'une d'entre elles, Porto-Novo. Cette ville, capitale administrative, présentait l'originalité, dans le pays mais aussi en Afrique Noire d'avoir été fondée il y a environ trois siècles et de posséder des tissus urbains n'ayant pas été détruits par l'urbanisme colonial et possédant donc des signes de son histoire.

Ce paysage et l'absence d'étude spatiale sur la cité m'ont amené à envisager une recherche centrée sur l'histoire sociale et spatiale, considérant que le développement de la ville racontait les traits structurants de sa population et les principaux événements qu'elle a rencontrés ; en outre ce travail visait à identifier le patrimoine architectural et urbanistique de la ville, demande première du PUB.

L'étude a été effectuée avec une équipe de techniciens et de chercheurs locaux (architectes, urbanistes, historiens) ; en outre une anthropologue ayant travaillé dans la ville a pu rédiger à cette occasion un document présentant les rapports entre l'organisation de l'espace d'une part le système de croyance, d'autre part les relations de parenté. L'étude s'est achevée par un rapport qui a été réécrit en vue d'une publication qui devrait sortir à la fin de l'année.

Cette expérience a d'abord été l'occasion d'associer différentes catégories de savoir dans un même projet. En ce sens il ne s'agit pas d'une recherche proprement historique ou architecturale mais d'un essai de rendre compte d'une cité en utilisant différentes disciplines et en synthétisant des informations jusqu'alors dispersées. Le travail, contrairement aux précédents, s'attelle à un lieu spécifique, reprenant en cela la tradition monographique. Cependant s'il se veut à la croisée de plusieurs disciplines, il est aussi traversé par une finalité opérationnelle, l'identification et la prise en compte des signes de la société et du devenir de la ville, en d'autres termes, la préservation du patrimoine culturel.

Ce thème nouveau pour moi, même s'il apparaissait implicitement dans les études sur l'urbanisme colonial, est en revanche une spécialité voire une chasse gardée de certains architectes qui interviennent en France mais aussi dans le Tiers-Monde à travers des institutions comme l'UNESCO. Etait-ce un retour à la case départ ou l'occasion de découvrir dix ans plus tard quelle approche je pouvais proposer de ce thème. Un tel domaine est en effet jusqu'à

présent contrôlé "idéologiquement" par une corporation (principalement les Monuments Historiques et les Bâtiments de France) qui a établi un ensemble de règles définies le plus souvent selon des critères se référant au visuel et à un discours esthétique que l'on peut facilement qualifier de traditionnel : c'est le monde du bon goût, de l'harmonie, des vieilles pierres... que l'on imagine mal replacé dans les villes du Tiers-Monde. En outre, Porto-Novo n'était vraiment pas Abou Simbel.

S'il est envisageable d'échapper à ces bulldozers idéologiques (auxquels répondent les bétonneuses des Ponts et Chaussées dans l'urbanisme opérationnel) il reste que les autres voies rappellent aussi souvent les poncifs de la participation ou du développement communautaire dont on a vu quelques limites auparavant. Aussi, à partir de ce travail et des expériences précédentes dans les villes anciennes du Sénégal, j'ai commencé une analyse comparative des politiques du patrimoine en cherchant à dégager les tendances et les constantes théoriques et pratiques. Cette étude s'inscrit dans le programme "politiques urbaines" et sera achevée cette année.

L'expérience du Bénin, qui présente l'intérêt de répondre à une demande extérieure, même si son "localisme" est limitée dans la mesure où elle émane d'un chef de projet français, ouvre plusieurs perspectives.

Elle permet de rapporter la dimension historique à des préoccupations actuelles et d'engager une réflexion sur les villes et leur patrimoine qui ouvrira ce champ. Si la demande n'est pas encore très forte, elle existe dans un certain nombre de pays d'Afrique Noire mais aussi du reste du monde. Néanmoins, s'il est envisageable d'aménager des travaux similaires sur d'autres villes, en affinant les méthodes d'analyse, les perspectives opérationnelles restent limitées. Les centaines d'experts envoyés pour la conservation du patrimoine dans le Tiers-Monde se heurtent toujours aux mêmes problèmes : les sites pour ne pas disparaître sont amenés à devenir des musées plus ou moins vivants ou si cela s'y prête, des résidences pour les classes supérieures qui seules ont les moyens de les réhabiliter ; l'île de Gorée au Sénégal en est un parfait exemple.

Il devient nécessaire d'envisager la question du patrimoine au delà des procédures de conservation du cadre bâti dont les effets resteront limités et sur lesquelles il y a finalement plus grand chose à rechercher (si ce n'est l'affinement des dispositifs de recouvrement des coûts !)

Ces dix dernières années en Europe ont été particulièrement foisonnantes dans ce domaine.

Une telle approche nécessite une ouverture des décideurs locaux qui est loin d'être acquise (en France ce thème lorsqu'il est abordé dans les conseils municipaux ou généraux aboutit le plus souvent à des propositions de restauration de l'aile du château médiéval ou des ruines de l'abbaye). En outre, le nouveau support du patrimoine, les médias, qui substituent à la réalité de l'objet l'image, laquelle est un support qui autorise toutes formes de transformations, n'ont pas la même force et la même fonction dans le tiers monde qu'en Europe. Faut-il alors se placer dans l'hypothèse probable d'une telle évolution ? Dans ce cas, le chercheur, en produisant du savoir participe à la production de nouvelles représentations et les formes de sa production constituent autant de signes interprétables et réinterprétables comme des faits sociaux.

Parallèlement à une démarche d'inventaire de connaissances (histoire urbaine) il convient dans ce domaine d'imaginer en fonction des acteurs en présence, l'usage et la promotion de ce savoir. Cette démarche ne peut être menée seule mais doit s'inscrire dans le projet culturel d'un pays et peut aboutir à des phases pré-opérationnelles, comme par exemple la programmation des interventions.

PERSPECTIVES

Plus généralement, tous ces travaux de recherche et ces terrains m'ont amené à m'interroger sur la pertinence de l'approche de type "aménagement du territoire" pour analyser le développement des villes et les sociétés urbaines. Ce savoir est défini par un ensemble d'usages et de règles mis en forme principalement par des praticiens et a été conçu dans les pays occidentaux à des périodes de forte croissance économique : l'objet des interventions urbanistiques étant de favoriser ce développement économique en le régulant, d'intégrer l'ensemble de la population dans ce processus et de faire de l'Etat un acteur dominant.

Dans le cadre du Tiers-Monde, l'application de ce savoir a permis de produire des documents "intéressants", les plans directeurs d'urbanisme par exemple, mais ceux-ci ont généralement été oubliés par les gestionnaires de la ville ; de même, les opérations d'urbanisme et d'habitat n'ont pas eu les retombées attendues, par exemple l'effet d'entraînement ou le développement d'un secteur privé de la production du logement...

La crise économique en Europe, et l'économie des

moyens qui en résulte, amènent depuis peu la remise en cause de ce type de pratique, dans la mesure où elle devient peu à peu inopérante par rapport aux nouvelles demandes. L'aménagement est de plus en plus considéré comme un des pans de l'action urbaine et non plus comme un domaine indépendant géré par des spécialistes autonomes des autres acteurs. Dès lors, il devient nécessaire d'accorder cette action avec les autres types d'interventions sociales et économiques. Le mythe de l'aménageur telle qu'il s'est développé dans les années 60 semble bien enterré.

Un tel débat m'intéresse particulièrement car il me semble tout à fait adapté aux villes du Tiers-Monde, confrontées sur le terrain aux limites de l'urbanisme exporté d'Europe. Aussi, l'analyse des procédures d'aménagement de l'espace tel que je l'ai entamée et la poursuivrai sera replacée dans cette perspective.

En guise de conclusion, après avoir engagé des travaux sur les formes d'aménagement de l'espace, en tant que tels, il me semble nécessaire désormais de replacer ce domaine de savoir dans le cadre de la gestion urbaine en général, c'est à dire l'ensemble des procédures et opérations visant à gérer le quotidien de la cité et son développement. Ce thème a fait l'objet en France d'une accumulation de connaissances particulièrement forte, notamment en raison de l'ancienneté des collectivités locales et plus récemment des lois de décentralisation. Quelle place et quelle valeur accorder à l'aménagement dans ce contexte ? Dans quel mesure ce savoir peut être "exporté" dans d'autres continents ? Telles sont quelques questions auxquelles je vise à répondre.

En outre, l'évolution de la pensée sur la ville n'est pas sans poser de nouvelles questions : par exemple celle du rôle de l'urbaniste dans la ville mais aussi celle de la représentation de l'espace urbain. Si les modes d'intervention dans la ville évoluent, le processus de connaissance qui lui est lié et qui s'est construit par rapport à une demande historiquement circonscrite risque de n'intéresser rapidement que quelques archéologues !

*
ENJEUX URBAINS AU BURKINA
*

D'après le rapport intermédiaire de Septembre 1986. On aborde ici la question de l'articulation entre espace et dynamiques sociales. Le terrain est Ouagadougou.

ARGUMENTAIRE

Le Burkina Faso présente certains caractères spécifiques qui devront en permanence, éclairer notre démarche :

-Le pays reste très pauvre en regard des critères habituels d'évaluation.

-L'économie Burkinabé souffre d'extraversion mais, ici, la dépendance par rapport au Nord entraîne une dépendance non moins pesante par rapport à la Côte d'Ivoire où se trouve installée une diaspora importante.

-Pays caractérisé par sa bicéphalie, le taux d'urbanisation y progresse de manière très spectaculaire depuis un quart de siècle, la tendance étant à la polarisation de la croissance dans la capitale : Ouagadougou. Il semble pourtant que l'on assiste à un ralentissement de la croissance urbaine. Il faut s'interroger sur le caractère durable de cette tendance et sur ses causes.

-Il existe une relative contradiction entre le niveau assez faible de l'urbanisation et l'existence de densités brutes de population assez importantes dans l'environnement ouest-africain.

-On peut s'interroger, à moyen terme, sur les effets d'une sécheresse durable en matière d'exode rural et sur l'éventualité d'un mouvement de retour d'un grand nombre de migrants installés en Côte d'Ivoire.

-Enfin, le Burkina Faso est un des rares pays africains à affirmer une politique urbaine volontariste et à mettre les problèmes d'habitat au premier rang de ses

priorités. Le virage pris en 1983 devra incontestablement servir de toile de fond à notre recherche.

OBJECTIFS GENERAUX DE LA RECHERCHE

Ils peuvent se résumer comme suit :

1) Au plan historique, s'interroger sur une tradition urbaine récente marquée par la dualité Bobo-Ouagadougou et sur la logique et les effets de la politique coloniale dans ce domaine.

2) Evaluer les politiques urbaines suivies depuis l'indépendance au triple niveau des desseins politiques, des projets urbanistiques et des dispositifs techniques (y compris financiers), règlementaires et institutionnels.

3) Sur la même période, et concernant Ouagadougou, s'interroger sur les processus de constitution de l'urbain et sur les formes urbaines produites.

4) Réaliser des enquêtes de terrain spécifiques dans les secteurs périphériques de la ville afin de mieux saisir les processus d'intégration urbaine en regard d'une série de critères préalablement définis : accès au sol urbain, au logement, aux services urbains, au marché de l'emploi et aux revenus.

Ces enquêtes devront mesurer, corrélativement, l'évolution des rapports au milieu rural et viseront à saisir, à travers les itinéraires urbains, l'évolution des formes d'organisation familiale et sociale ainsi que les usages différentiels de l'espace habité.

OPERATIONS DE RECHERCHE

Le programme comprend six opérations de recherche :

- dépouillement bibliographique et travaux sur archives ;
- cadres politiques, institutionnels, juridiques et financiers de l'urbanisation ;
- modalités de la croissance urbaine ;
- analyse d'opérations programmées d'aménagement urbain ;
- enquête "intégration urbaine dans les extensions de Ouagadougou" ;
- enquêtes spécifiques.

DEMARCHE SCIENTIFIQUE ET OBJECTIFS PRATIQUES

L'enquête sur les quartiers périphériques s'inscrit dans une perspective plus large. Il s'agit en effet d'analyser le processus de production de la ville, des formes d'organisation spatiale et sociale qui la caractérisent, à partir d'une analyse des pratiques des différents agents de cette production urbaine ; les Pouvoirs Publics, les intervenants extérieurs, les pouvoirs locaux, "modernes" ou "traditionnels", et la population citadine appréhendée dans la diversité de ses composantes.

Partant du constat selon lequel, les logiques dominantes ne sont pas exclusivement des logiques de domination ni les logiques du Pouvoir, mais sont toujours, peu ou prou, des logiques de compromis, notre objectif est de mettre en rapport les desseins politiques sur la ville, tels qu'ils se révèlent dans les projets urbanistiques et dans leurs applications, avec les pratiques sociales des citadins.

Dans cette perspective globale, nécessitant des approches complémentaires, l'enquête sur les extensions urbaines de Ouagadougou a pour objectif premier de permettre une meilleure connaissance du phénomène, mal appréhendé jusqu'ici, de la croissance des quartiers spontanés de la périphérie.

Cette étude est destinée à fournir des meilleures informations aux décideurs et aux planificateurs. Complémentairement, elle peut servir de matériau pour l'élaboration d'une méthodologie relativement légère rapide, et peu coûteuse, visant à mesurer périodiquement les évolutions démographiques et socio-économiques affectant l'ensemble de la ville.

Mais il importe de souligner que cet objectif n'a de sens que s'il est assorti d'une préoccupation de mise en valeur des raisons d'être des pratiques des citadins, leur rationalité spécifique et leur caractère souvent mieux adapté à leur situation matérielle, à leurs possibilités financières, à leurs habitudes culturelles, que ne le sont bien souvent les nouvelles normes qui peuvent leur être plus ou moins imposées à partir de modèles importés ou définis selon des critères à dominante technocratique. En bref, notre propos est aussi de réhabiliter certaines manifestations de la créativité "populaire" et, par suite, de ne pas hésiter à montrer les effets pervers des politiques initiées par les appareils de pouvoir.

Plus généralement, l'étude des pratiques citadines n'a pas seulement l'intérêt de faire apparaître des goulots d'étranglement faisant obstacle à des politiques plus ou moins ambitieuses d'aménagement de l'espace urbain ; elle a aussi pour fin de contribuer à la définition de politiques urbaines, et notamment de l'habitat qui soient pleinement adaptées aux conditions économiques et culturelles de leurs destinataires ainsi qu'aux moyens du pays.

CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

A. OSMONT a effectué une mission à Ouagadougou en Juillet 1985 pour effectuer les dernières démarches en vue de la signature de la convention avec la DGRST. Le Président de l'ORSTOM a signé ce document le 15 Octobre 1985.

L'équipe s'est mise au travail dès le mois de Septembre 1985. Elle a acquis en double exemplaire la documentation de base et a amorcé le travail documentaire.

M. PIRON-AIRAUD et E. LE BRIS ont effectué un premier travail préparatoire à partir des photographies aériennes. Affectée au Burkina au mois de novembre, M. PIRON a poursuivi le travail avec M. OUATTARA et A. MARIE qui ont, en particulier, travaillé à la préparation du premier passage de l'enquête, notamment à l'élaboration du questionnaire ; celui-ci a été discuté par des représentants de la DGTUC et les chercheurs de l'IRSSH.

Conformément à la convention, M. OUATTARA a effectué une mission de 3 semaines à Paris en janvier 1986 ; il a effectué les tâches suivantes : mise au point définitive du questionnaire et tirage de l'échantillon ; travaux sur les archives disponibles ; initiation à différentes méthodes de traitement des données.

Ce travail n'a pas rencontré de difficultés majeures si ce n'est les nécessaires ajustements de dernière minute. Le travail de codification et de saisie a, en revanche, pris beaucoup plus de temps que prévu. L'ensemble des tableaux ont été disponibles au milieu du mois d'août 1986.

Le premier passage de notre enquête lourde ayant mobilisé l'essentiel des énergies au cours du premier semestre 1986, nous n'avons pas été en mesure de faire progresser les autres opérations au rythme initialement

prévu. Les investigations dans les villages périphériques de Ouagadougou ont donc fait l'objet d'une mission d'A. MARIE d'août à octobre 1986. M. OUATTARA a assuré le travail pour la partie burkinabé.

* * * * *
 *
 MONDE RURAL ET PROCESSUS D'URBANISATION REGIONALE,
 *
 DANS LA REGION AGRO-ECONOMIQUE D'IMBABURA
 *
 Bernard CASTELLI
 *
 * * * * *

Depuis octobre 1985, et selon le souhait exprimé par PRONAREG-MAG, nous avons entrepris une recherche économique et sociale intitulée "Espace agricole et processus d'urbanisation dans la Région Agro-Economique (R.A.E.) d'IMBABURA" (Equateur). La justification scientifique de ce programme résultait de l'observation de plusieurs relations dialectiques entre le monde rural et le processus d'urbanisation régionale :

- Réduction des superficies rurales - croissance des aires urbaines ;
- augmentation de la demande des villes en produits agricoles et baisse de la production des biens alimentaires ;
- pénurie de main d'oeuvre rurale - sous emploi urbain dans la R.A.E. IMBABURA ;
- enfin, carence en services essentiels dans les campagnes . . . équipement insuffisant en infrastructures urbaines etc...

En outre, cette investigation socio-économique essaie d'atteindre de manière concomitante des objectifs généraux et spécifiques : d'un point de vue général, il s'agit d'analyser successivement la gestion de la force de travail (rurale ou urbaine) dans la R.A.E. d'IMBABURA, d'évaluer le poids économique et social d'activités non seulement agricoles mais aussi de productions aussi diverses que : la petite production marchande (artisanat d'ATUNTAQUI, COTACACHI), l'agriculture péri-urbaine (cultures maraîchères du centre régional IBARRA), la "mine urbaine" (production informelle de briques et tuiles) etc...

Pour compléter ces objectifs généraux, nous avons dû spécifier également quelques intentions scientifiques supplémentaires : étude de la spéculation foncière (urbaine ou rurale) dans la Région Agro-Economique d'IMBABURA, investigation relative à l'approvisionnement urbain en produits vivriers, identification des facteurs spatiaux de

la commercialisation agricole (fonctionnement des marchés locaux et régionaux) etc...

Cependant, comme il s'agit d'une recherche intégrée, son contenu méthodologique est étoffé par plusieurs analyses de relations correspondantes aux différents niveaux de travail :

- a) Une relation fondamentale entre les effets de l'urbanisation régionale et les transformations de l'agriculture survenant à l'intérieur de cet espace ;
- b) Une liaison entre la consommation urbaine et les potentialités productives du secteur rural ;
- c) Une analyse de la croissance régionale et du développement spatial du binôme ville-campagne.

Evidemment l'opération fait appel aux techniques usuelles des sciences sociales : entrevues (autorités administratives ou politiques, personnalités scientifiques, usagers sociaux...), enquêtes socio-économiques (producteurs), utilisation de la cartographie indispensable, traitement micro-informatique des données collectives etc...

Au niveau des résultats préliminaires, on remarque que les travaux de terrain réalisés dans les trois principaux espaces urbains de la R.A.E. (ATUNTAQUI, COTACACHI, IBARRA) ont permis d'obtenir les produits suivants :

- Des éléments sur la valeur régionale des terres urbaines ou non ;
- Un panorama socio-économique de la fonction artisanale et textile dans les centres spécialisés ;
- Une étude des motivations économiques et sociales à l'origine des changements dans l'utilisation du sol ;
- Une analyse de l'approvisionnement urbain en biens de subsistance à l'intérieur de cet espace régional (influence commerciale des flux).

S'il est vrai que l'essentiel de la collecte des données a été effectué sans trop de difficultés matérielles, il n'en reste pas moins certain que l'achèvement de cette recherche (juillet 1987) exigera un approfondissement théorique tant dans le domaine de l'interprétation générale (économie spatiale) que dans celui de l'optimisation des techniques d'exploitation d'enquêtes socio-économiques.

* * * * *
 *
 DECENTRALISATION INSTITUTIONNELLE
 ET STRATEGIES DES ACTEURS :
 *
 LE CAS DE GUADALAJARA (MEXIQUE)
 *
 Jean RIVELLOIS
 *
 * * * * *

Thématique :

Décentralisation institutionnelle et stratégies des acteurs appliquées au processus de planification et de gestion urbaines de la ville de Guadalajara (Mexique).

Situation :

Guadalajara, capitale de l'Etat de Jalisco, au centre-ouest du Mexique, de par le nombre de ses habitants (trois millions environ), est la deuxième ville du Mexique. Réservoir de la main-d'oeuvre environnante, c'est également le lieu où nombre d'entreprises de Mexico choisissent de se décentraliser (de nombreux habitants de Mexico, "lassés" des conditions de vie dans la capitale fédérale, émigrent également à Guadalajara).

La structure d'accueil est le Colegio de Jalisco où nombre de recherches en cours portent sur l'analyse (historique, économique ou anthropologique) du développement urbain.

Les collaborations scientifiques se font avec les institutions universitaires locales et avec certains groupes de recherche des universités de Mexico où de nombreux chercheurs ont déjà travaillé sur les problèmes de décentralisation et de la planification à l'échelle autant nationale que de la ville de Mexico

Les collaborations à caractère opérationnel sont à nouer localement avec les membres du département de planification et d'urbanisme de l'Etat de Jalisco ou avec les services décentralisés de l'Institut National d'Administration Publique (INAP).

Le Mexique étant un pays traditionnellement centralisé, de nombreuses informations sur la décentralisation et de nombreux acteurs de la planification sont à rechercher à Mexico.

Objectifs :

Comment la planification se joue-t-elle de la dimension sociale et quels sont les moyens utilisés pour intégrer cette dimension sociale aux objectifs de la planification ? Telles sont les questions centrales de la présente recherche à partir desquelles seront analysées les conditions de possibilités de transformation de l'espace social ; dans le cas de la ville de Guadalajara, il s'agit de déterminer ce qui a été décentralisé au niveau de la planification urbaine, au profit de qui, et ce qui n'a pas été décentralisé : c'est-à-dire quelle est la portée et quelles sont les limites de la décentralisation.

Dans cette perspective, les objectifs de la présente recherche sont autant d'ordre scientifique que pratique et opérationnel.

Objectifs scientifiques :

1°- L'objectif scientifique prioritaire est d'aboutir à une meilleure compréhension des mécanismes de planification urbaine en temps de crise, de tester l'hypothèse selon laquelle la décentralisation constitue une réponse des pouvoirs publics à cette situation de crise et d'analyser les effets de la décentralisation autant au niveau de la sphère institutionnelle-décisionnelle qu'à celui de la sphère organisationnelle ; comment les objectifs de la décentralisation seront-ils récupérés et par quels acteurs ?

2°- L'objectif suivant consiste à faire apparaître certains effets pervers inhérents à la planification par exemple lorsque les stratégies sociales, de par l'effet de la décentralisation, se retourneront contre les objectifs de la planification ; dans cette perspective l'interrogation porte sur la fonction de la décentralisation comme limitation des effets pervers inhérents à toute planification :

3°- Un autre objectif consiste à faire apparaître la dimension politique de toute planification, en cernant les choix politiques qui fondent et justifient les objectifs

de la planification ; d'où la nécessité qu'il y a à repérer les auteurs bénéficiaires sur l'échiquier socio-politique lors d'une opération précise ; ainsi pourront être saisis les différents relais impliqués par le processus de planification ; le repérage de ces acteurs intermédiaires, médiateurs doit permettre de comprendre comment s'opère l'encadrement de la population et comment s'organisent localement les rapports de domination.

Objectifs liés à la programmation de la recherche

1°- Le premier objectif consiste à contribuer à l'élargissement des activités du Colegio de Jalisco puisque, dans ce cas précis, la recherche envisagée semble cohérente avec un certain nombre de recherches déjà entreprises au sein du Colegio et notamment celle qui aborde la planification urbaine par une analyse historique et technique de l'urbanisation telle qu'elle s'est opérée à Guadalajara au cours de la période 1940-1980.

2°- L'autre objectif consiste à développer une forme de "recherche-action" dont les services opérationnels sont demandeurs, ce qui revient à utiliser les résultats de recherches effectuées "en situation" afin de mieux comprendre les mécanismes du développement urbain.

Problématique :

La mise en oeuvre d'une politique de décentralisation apparaît comme une constante de l'histoire la plus contemporaine du Mexique. Appliquée au cas de la ville de Guadalajara, la problématique de la planification urbaine décentralisée consistera à déterminer comment les principaux acteurs sont impliqués dans le processus de planification, de programmation et de gestion urbaine. En l'état actuel de nos connaissances, diverses institutions-pivots ont été recensées à Guadalajara, parmi lesquelles :

- Une commission fédérale de régularisation des terres ayant en charge le problème foncier et particulièrement celui des ejidos ; comment et sur quelles bases de négociation la régularisation des ejidos est-elle effectuée ? Quels sont les problèmes juridiques et politiques qui en découlent ?

- Un comité de planification et de développement de l'Etat de Jalisco par lequel s'opère la coordination

entre les institutions fédérales et les institutions fédérées ; comment les pouvoirs entre ces différentes sphères sont-ils distribués afin d'aboutir à un consensus dans les prises de décision ?

- Un conseil technique de planification réunissant les représentants des diverses forces sociales et où les commerçants sont en position d'acteur dominant ; comment et par l'intermédiaire de qui s'expriment-elles ?

Méthode :

La méthode utilisée est de caractère essentiellement inductif : il s'agit tout d'abord de recenser les diverses opérations d'urbanisme planifié qui ont marqué le développement de la ville de Guadalajara, ainsi que les divers documents (recherches scientifiques, plans de développement, textes législatifs) qui traitent, aux niveaux local, régional et national, du problème de la planification urbaine ; pour ce faire, l'analyse se fait sous forme généalogique, consistant en une coupe transversale dans le temps.

Les stratégies des acteurs seront ensuite rapportées aux objectifs contenus dans les documents d'orientation précédemment décryptés.

Enfin, deux ou trois opérations d'urbanisme (construction de logements sociaux ou d'équipements publics, implantation d'entreprises privées, constitution de réserves foncières administratives) seront sélectionnées afin de rapporter les résultats de l'analyse institutionnelle stratégique aux modes de production de l'espace urbain : telle est l'analyse situationnelle couvrant dans un temps déterminé, un espace limité et par laquelle seront testés sur le terrain le fonctionnement des institutions urbaines et les stratégies des acteurs sociaux organisés ; divers paramètres seront ainsi pris en compte afin que puissent être confrontées les décisions planifiées et la réalité des opérations effectuées ; les principaux paramètres retenus sont :

- Les modes de décision ;
- Les modes de production foncière ;
- Les modes de financement ;
- Les modes de gestion ;
- Les modes d'appropriation ;
- Les modes de socialisation.

La confrontation de ces différents paramètres devrait permettre la mise à jour des constantes ou des variations dans la pratique de la planification ainsi que l'appréciation des effets sociaux de la décentralisation.

* * * * *

*
L'ATLAS INFORMATISE DE QUITO
 *
INFORMATIQUE ET GESTION URBAINE
 *
Henri R. GODARD
 *
 * * * * *

L'objet de la présente recherche est une approche globale de l'agglomération de Quito. Si les atlas ne sont plus une nouveauté, celui de Quito apparait comme une entreprise de la troisième génération qui alliera les avantages des atlas de la première (travaux réalisés sans moyens informatiques fournissant des cartes "classiques", lisibles mais non réactualisables) et de ceux de la seconde génération (travaux informatisés fournissant bien souvent des cartes peu lisibles).

En effet, l'Atlas de Quito permettra d'obtenir des cartes lisibles et réactualisables : utilisation de l'équipement informatique le plus actuel et de la télédétection ; sans pour autant négliger les techniques "traditionnelles" : utilisation des photographies aériennes, travaux de terrain, enquêtes spécifiques...

I- BREF HISTORIQUE DU PROGRAMME ET PROBLEMES ACTUELS

C'est en 1983, après une mission en Equateur de R. de MAXIMY, que germa l'idée de réaliser un Atlas Permanent Informatisé à Quito.

L'année 1984 fut consacrée à prendre les contacts avec les institutions équatoriennes intéressées par ce programme, alliant recherche fondamentale et recherche appliquée, et à préparer un programme de travail solide.

1- Période de contacts et de doutes

En janvier 1985, les partenaires équatoriens intéressés par le projet et avec lesquels un accord spécifique devrait être signé, sont les suivantes :

- L'INSTITUT GEOGRAPHIQUE MILITAIRE (IGM) qui détient le monopole de la réalisation et de la publication

des cartes topographiques, voit dans l'APIQ le moyen de développer une politique scientifique nouvelle et d'améliorer ses techniques de représentation cartographique thématique grâce à l'infographie - passage de la cartographie topographique à la cartographie thématique - ,

- la SECTION NATIONALE DE L'INSTITUT PANAMERICAIN DE GEOGRAPHIE ET D'HISTOIRE (IPGH) dont la vocation principale (recherches historiques et géographiques) ne peut qu'être renforcée par la réalisation de l'APIQ,

- la MAIRIE DE QUITO qui, en raison de ses fonctions, devrait être le premier bénéficiaire de l'accumulation des données et de leur traitement. L'APIQ devrait permettre à la Municipalité de perfectionner sa connaissance générale de la ville ; d'améliorer la gestion urbaine grâce à la compilation de données souvent dispersées et à l'élaboration de documents d'analyse et d'outils de synthèse mettant en évidence le fonctionnement de Quito et de sa périphérie immédiate.

Enfin, à moyen terme, il est prévu de créer une cellule interinstitutionnelle de réflexion sur les problèmes urbains auxquels se heurte la capitale, ce qui rendrait possible la réactualisation permanente de l'Atlas, ou du moins la réactualisation "à plusieurs vitesses" en fonction des thèmes abordés.

Cette première période est mise à profit pour débattre du projet et l'affiner avec les partenaires équatoriens. De nombreux contacts sont pris avec d'autres institutions qui désirent participer ponctuellement au programme : Université Centrale, Université Catholique, Ecole Polytechnique de l'Armée (ESPE), Centres de Recherches Nationaux, Institut National du Recensement (INEC),...

L'informatisation impose l'accès à des données précises et complètes (le cadastre est inutilisable dans cette optique) et l'achat par les partenaires équatoriens d'un équipement coûteux.

2- Période de mise en marche théorique du projet : juin-novembre 1985

Tous les problèmes matériels et techniques semblent résolus. L'IGM signe un accord avec l'INEC : en échange de cartes et de photographies aériennes, l'IGM obtient les bandes magnétiques INEC permettant de traiter

Les données du recensement de 1982, individu par individu (base de l'informatisation). L'IGM fournit des locaux et s'engage à affecter au projet le personnel nécessaire et à acquérir l'équipement informatique. L'IPGH fait l'acquisition d'un véhicule, prend en charge les frais de fonctionnement de la cellule AIQ et y affecte du personnel. La Municipalité s'engage à fournir des locaux et un véhicule et à mettre à la disposition de l'AIQ les enquêteurs nécessaires.

3- Le démarrage partiel du programme : décembre 1985 - décembre 1986 et les problèmes actuels.

En raison de la baisse du prix du baril de pétrole au début de l'année 1986 (il passe de 40 - à 7 -), l'économie équatorienne entre dans une période de crise aiguë qui va retarder l'ensemble du programme AIQ.

a/ La Municipalité se retire du projet en juin 1986. Il devient difficile de justifier la réalisation d'un outil de gestion urbaine alors que le principal intéressé est défaillant.

b/ L'IGM n'a, pour le moment, acheté aucun matériel informatique et l'ingénieur-géographe, coordinateur IGM du programme AIQ quitte la cellule Atlas en octobre afin de suivre la formation militaire d'élève-officier ; il doit en principe réintégrer l'AIQ en avril 1987...

En octobre, hormis les chercheurs ORSTOM et le personnel équatorien payé par l'ORSTOM, le seul chercheur équatorien affecté au programme est le coordinateur IPGH.

Après une année d'incertitude, les données sont bouleversées par le tremblement de terre du début 1987. L'ORSTOM alors accepte d'acquérir le matériel informatique nécessaire qui reste sa propriété et sera dévolu au programme AIQ en concurrence avec d'éventuels autres programmes de recherche ORSTOM en Equateur.

La Municipalité redit son intérêt pour cette recherche et l'ensemble des partenaires équatoriens sont prêts à signer dès la fin mai 1987.

II - INTERETS SCIENTIFIQUES DU PROGRAMME

1- Les objectifs généraux

Si l'Atlas ne peut pas être considéré comme un objet scientifique en soi, l'ordonnement des cartes et des notices explicatives doit permettre de se poser des questions, de réaliser un travail interprétatif, d'expliquer le fonctionnement de la ville et d'analyser les problèmes auxquels elle se heurte.

a/ Le premier objectif est de réfléchir sur le fonctionnement de la ville de Quito et sur les caractéristiques de celui-ci. Il s'agit d'étudier l'aire métropolitaine dans sa globalité, et non partiellement, en mettant l'accent sur l'organisation structurelle des acteurs urbains (aspects démographiques, structures socio-professionnelles,...), leurs liens avec les équipements et les infrastructures (corrélations entre zones équipées et non équipées/types de quartiers/catégories sociales,...) et leur dynamique temporelle et spatiale.

L'Atlas doit permettre d'expliquer et d'interpréter le phénomène urbain dans son ensemble et de saisir les forces et les faiblesses de cette urbanisation.

On peut espérer de cet ouvrage novateur (c'est la première tentative de cartographie infographique à l'échelle de l'ensemble d'une agglomération entreprise dans une capitale latino-américaine) qu'il mette en évidence des singularités autochtones d'urbanisation susceptibles de devenir "référents" pour la maîtrise non seulement de l'espace urbain quiténien mais encore des autres villes andines qui lui ressemblent.

Si l'approche globale est privilégiée, elle n'est pas exclusive. L'un de nos objectifs est de saisir le fonctionnement de l'ensemble de l'aire métropolitaine et l'organisation interne des quartiers, voire des îlots, afin de mettre en évidence les caractéristiques du tissu urbain et des habitants. Ces "coups de zoom" (changements d'échelle) permettront d'identifier des types morphologiques (densité du bâti, architecture, matériaux de construction, éléments de confort,...) et des types de comportement humain (mobilité intra-urbaine, professionnelle, sociale,...); cette typologie n'aura pas la prétention d'être représentative statistiquement. L'analyse des bandes magnétiques du recensement permettra l'étude des ménages

quiténiens saisis au lieu de leur résidence et leur cartographie, et visera à montrer des archétypes d'ordonnement urbain et humain.

b/ Le second objectif réside dans l'utilisation des techniques informatiques actuelles.

* Traitement "classique" des données issues du recensement de 1982. Nous disposons des bandes magnétiques, individu par individu, à l'échelle de l'agglomération (Quito stricto-sensu et paroisses qui sont étroitement liées à la ville et à son fonctionnement : vallée de Los Chillos, Tumbaco/Cumbaya, Calderon, San Antonio...).

* Cartographie infographique : Les données extraites du recensement - démographie, structure socio-professionnelle, état de la cellule d'habitation, services,... - seront ensuite localisées et visualisées. Ces techniques permettront d'obtenir des cartes thématiques représentant un élément ou un ensemble d'éléments (croisement de plusieurs variables).

* Mise en mémoire de données qui pourront être réactualisées. L'ordinateur permet non seulement de les stocker et de les restituer, mais encore de les combiner et de les actualiser. Il faut donc constituer une base d'informations traitant de la ville, établir des logiciels ou améliorer les performances de ceux qui existent (systèmes TIGER mis au point par l'ORSTOM) et restituer de multiples manières ces informations et leurs combinaisons : restitution informatique et/ou infographique.

c/ Le troisième objectif doit permettre de mettre au point de nouveaux moyens de production de données démographiques à partir de la télédétection.

Constatant l'inaptitude des techniques de recensement exhaustifs à rendre compte pour un coût raisonnable et avec une périodicité suffisante de l'évolution démographique des villes des pays en développement, F. DUREAU souligne que :

"Seul un système basé sur la technique des sondages peut remplir les conditions de souplesse et de rapidité nécessaires dans les villes à croissance rapide".

La base de données doit être alimentée régulièrement - la périodicité varie en fonction des données

intégrées dans la base et du dynamisme de celles-ci afin d'actualiser l'information descriptive et géographique qu'elle contient.

Il est bien évident que ces outils informatiques sont considérés comme un moyen d'atteindre les objectifs scientifiques généraux et spécifiques que nous nous sommes fixés et non comme une fin en soi.

2- Les objectifs spécifiques et les interrogations

Les cartes dessinées ou produites infographiquement, doivent avant toute chose permettre des questions. Leur interprétation, indispensable, a pour but de mieux comprendre le fonctionnement urbain et de donner les moyens de résoudre les problèmes qui affectent l'aire urbaine, du moins partiellement.

* Les changements d'échelles ; thème et moyen technique

Si l'approche à moyenne échelle (1/50 000 pour l'étude de Quito stricto-sensu, 1/100 000 pour celle de l'agglomération) est bien sûr privilégiée - ces deux échelles permettent de saisir le fonctionnement et les caractéristiques des quartiers (sur et sous-équipement, sous-intégration,...) -, elle est néanmoins insuffisante. D'une part, le traitement des bandes magnétiques du recensement de 1982 nous permettra de travailler à l'échelle des îlots, et d'autre part, l'approche synthétique globale occulte la morphologie urbaine détaillée.

C'est pourquoi les planches au 1/10 000 permettront d'étudier le fonctionnement des quartiers et des relations de voisinage (zone d'influence des îlots sélectionnés, lignes de désir,...), celles au 1/50 000 de comprendre l'organisation urbaine de certains espaces, cas d'axes structurants soigneusement sélectionnés, et celles au 1/1 000 d'étudier des îlots caractéristiques d'une certaine forme de tissu urbain, mais non représentatifs statistiquement.

L'étude à l'échelle des îlots (ceux-ci seront "suivis" pendant trois années consécutives) permettra d'apporter des éléments de réponse à des questions telles que :

- Assiste-t-on à une amélioration de l'habitat ?
- La "consolidation" morphologique

s'accompagne-t-elle d'une "promotion sociale" des occupants ou bien d'un remplacement des locataires ou des propriétaires originels par des catégories sociales plus aisées ?

- L'intensité de la mobilité intra-urbaine varie-t-elle en fonction des catégories sociales ? etc...

* L'homme, acteur principal de la gestion urbaine

Si des cartes traitant de la géographie physique (climat, contraintes du milieu naturel, modelé des versants,...) seront bien évidemment élaborées, elles ne seront pas considérées comme une fin, mais toujours croisées avec l'élément humain puisque la ville vient de l'homme et est pour lui.

Les planches mettant en évidence les contraintes physiques seront liées aux cartes de densité, de typologie de l'habitat... L'ensemble des cartes reliant étroitement le milieu physique et l'action de l'Homme permettra de se poser quelques questions :

- L'homme respecté-t-il ou néglige-t-il son environnement au profit ou au détriment de sa sécurité - remblayage imprudent des quebradas (ravins en V), construction d'immeubles sur des lignes de faille ou des terrains meubles, protection du milieu végétal couvrant les flancs du Pichincha - (volcan auprès duquel s'est établie Quito) ?

- Quels sont les pouvoirs décidant de construire ?

- Les catégories populaires sont-elles plus exposées aux risques potentiels que les catégories aisées ?

- De quels moyens de pression disposent les plus démunis, dans le cadre de leurs organisations populaires, face aux actions planifiées des pouvoirs établis ? etc...

* Evolution de la gestion et du fonctionnement de l'agglomération à partir de l'étude des modes de composition urbaine

Cette approche géographique qui est relativement nouvelle et dont le but est d'ouvrir de nouveaux horizons à la recherche en géographie urbaine nous permettra à travers la composition et l'organisation de l'espace construit d'étudier l'évolution historique des pouvoirs qui ont fait

et qui font la ville.

Cette approche permet de soulever un grand nombre de questions et d'y apporter des éléments de réponse :

- Comment ont évolué les types de tissu urbain en fonction des mutations économiques, sociales et politiques qui ont affecté le pays ?

- Comment interviennent les pouvoirs publics et quelles sont les réactions des corps sociaux ?

- Comment se marquent les répercussions des actions entreprises par les autorités municipales, le gouvernement central et le secteur privé sur le fonctionnement de l'agglomération - rentes de situation accordées directement ou indirectement à certaines catégories sociales au détriment d'autres, transferts fonctionnels, déplacement du centre de gravité de certaines fonctions urbaines... ?

- En fonction de quels critères, l'Etat décide-t-il d'étendre les réseaux ?

- Quels sont les contre-pouvoirs pouvant agir sur le développement de l'agglomération ? Pourquoi et comment agissent-ils ?

* Aires de centralité de Quito et modélisation urbaine

Il est indispensable de définir les différents types d'aires centrales et de centralité et d'analyser les mécanismes d'apparition, d'implantation et de fonctionnement de ces formes de centralité.

Il est nécessaire de réaliser des enquêtes ponctuelles, après avoir déterminé un certain nombre d'indicateurs significatifs, qui permettront de définir de façon précise l'étendue spatiale de la city, les aires de centralité de la ville de Quito (centre et sub-centres) et de mettre en évidence les causes et les circonstances de leur création, de leur implantation, de leur localisation ainsi que de leur mobilité spatiale dans le temps.

Après avoir déterminé l'évolution des centres et de leur dynamisme, il sera possible de modéliser l'ensemble de l'espace urbain quiténien, c'est-à-dire, de représenter schématiquement des situations urbaines, des fonctions et

des dynamiques et non des "objets réels". La modélisation permet de mettre l'accent sur les seuils, les convergences et les ruptures des phénomènes sociaux qui marquent l'espace urbain.

Ces objectifs scientifiques généraux et spécifiques constituent l'armature des travaux qui seront entrepris ou qui sont en cours de réalisation.

III -L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX, LES ACTIONS ENGAGEES ET CELLES QUI SONT JUGEES PRIORITAIRES

L'équipe franco-équatorienne a déjà réalisé un certain nombre de travaux et a engagé à ce jour des actions scientifiques de grande envergure.

1- Les tâches déjà accomplies

a/ Collecte, évaluation et analyse des données existantes (travail ORSTOM).

b/ Obtention des bandes magnétiques du recensement de 1982, ainsi que des documents d'accompagnement : notice explicative, manuel d'utilisation des bandes et fond de plan utilisé pour réaliser le recensement (travail IGM/ORSTOM).

c/ Etude du milieu physique : hydrologie et climatologie. Nous disposons de ces données ainsi que des cartes explicatives au 1/50 000 à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération (travail ORSTOM et IPGH).

d/ Etude des étapes de croissance de la ville. L'analyse des plans de la cité depuis sa fondation a permis de cartographier la progression spatiale de la ville et les travaux d'infrastructures importants qui ont pu pallier les contraintes du site (remblayage des quebradas par exemple) (travail ORSTOM).

e/ Etude de l'axe structurant le plus important de Quito : l'avenue du 10 août. L'analyse morphologique et fonctionnelle de cet axe, à partir de l'élaboration d'une matrice BERTIN, tronçon par tronçon, permet de mieux approcher les liens unissant la "colonne vertébrale" de la capitale aux quartiers qu'elle traverse (travail ORSTOM).

f/ Etude de trois transects mettant en évidence l'organisation des activités et leurs caractéristiques. Les cartes élaborées à partir des données recueillies sur le

terrain (localisation, typologie, concentration, répartition...) seront croisées avec les cartes de typologie de l'habitat et de croissance urbaine ; ces cartes de synthèse permettront d'établir des corrélations entre le type et l'âge du quartier et l'apparition d'activités spécifiques (travail Université de Bordeaux III et ORSTOM ; en cours)

g/ Etude des réseaux : eau, électricité, assainissement, voirie et téléphone. Il s'agit d'analyser l'évolution de l'emprise des réseaux en fonction de la croissance spatiale de la ville et de déterminer les zones équipées et non-équipées (travail IGM et ORSTOM ; en cours).

h/ Etude des déplacements successifs de certaines fonctions centrales de la ville. L'analyse des mutations du réseau bancaire, actuellement en cours de réalisation, permettent de tirer des conclusions pertinentes concernant l'évolution de la notion de centralité (travail ORSTOM).

i/ Elaboration de sept enquêtes concernant les habitants d'un certain nombre d'îlots, la morphologie urbaine et les activités de la capitale :

- enquête îlot,
- enquête habitations construites par l'Etat (exhaustive),
- enquête banque (exhaustive),
- enquête petites activités,
- enquête approvisionnement,
- enquête migrations journalières alternantes.

2- Les tâches engagées

a/ L'étude du réseau bancaire

L'enquête banque est aujourd'hui achevée. Nous disposons de toutes les données concernant les maisons-mères, les succursales et les agences (date de création, localisation précise, migration des maisons-mères,...). Les cartes sont en cours de réalisation et les données statistiques sont en cours de traitement.

Il ne s'agit pas d'étudier le secteur bancaire (liens avec l'économie, étude des flux de capitaux...) mais d'analyser l'implantation du réseau bancaire en insistant sur les liens existant entre la banque et la ville.

Les cartes réalisées seront ensuite croisées avec deux documents :

- la carte de croissance spatiale de l'agglomération (étude des plans de la ville de 1940 à 1987 et des couvertures aériennes) ; ce croisement permettra d'étudier comment "colle" un service en fonction de l'extension urbaine,

- la carte de la typologie de l'habitat ; ce croisement permettra d'approcher la notion de zones (quartiers ?) sur ou sous-équipées et de tirer des conclusions concernant les stratégies d'implantation d'un élément, fondamental, du secteur privé.

L'ensemble de ces travaux aura en outre l'intérêt d'ébaucher la composition et l'évolution de la centralité urbaine.

b/ Les enquêtes activités

- * L'enquête exhaustive est réalisée au niveau de la rue ; en effet, pour des questions de temps et de moyens financiers, il nous était impossible de prendre en compte les activités développées à l'intérieur des immeubles. En outre cette enquête est "insuffisante pour une analyse du fonctionnement de la ville. Cette enquête s'est terminée début 1987 ; l'ensemble des données est en cours d'informatisation et sera cartographié.

Nous obtiendrons des documents synthétiques (à l'échelle de Quito stricto-sensu) qui permettront de réfléchir sur la répartition des activités à l'intérieur de la ville (distribution brute et répartition par types et par secteurs en fonction de la morphologie urbaine, des axes structurants, de l'âge des quartiers,...).

- * L'enquête ponctuelle "petites activités" réalisée le long de trois coupes Est/Ouest est beaucoup plus fine puisqu'un questionnaire est appliqué auprès de l'ensemble des réparateurs d'appareils électroménagers et auprès de 10 % des tiendas (micro-commerce alimentaire) recensés.

Cette enquête permettra d'étudier la dynamique interne des activités, les causes de leur implantation, la mobilité intra-urbaine des activités et des patrons et les types d'activités qui se développent en fonction de l'âge

des quartiers.

Nous pensons qu'il sera également possible d'approcher le secteur "informel" et de cartographier l'aire d'influence de chacune des activités ayant fait l'objet d'une enquête.

c/ L'enquête habitations construites par l'Etat.

Cette enquête concernant les programmes massifs d'habitat construits par l'Etat (BANQUE EQUATORIENNE DE L'HABITAT, INSTITUT EQUATORIEN DE SECURITE SOCIALE) et par les Mutuelles à l'intérieur de l'aire métropolitaine depuis leur date de fondation permettra d'analyser l'évolution de la politique du logement entreprise par l'Etat en faveur des catégories sociales solvables.

L'élaboration du plan de localisation des actions entreprises (type de maisons ou d'immeubles construits, nombre de ménages logés, densités, prix moyens à la vente d'une unité d'habitation,...) permettra d'analyser les stratégies déployées par l'Etat et de répondre partiellement à la question suivante : la division spatiale Nord de Quito/catégories aisées, Sud/catégories défavorisées est-elle toujours actuelle ?

Les données statistiques recueillies (évolution des prix des terrains et des unités d'habitation en fonction des superficies offertes) seront croisées avec l'évolution en "sucres" (monnaie équatorienne) constants des salaires. Cette ébauche économique aura l'intérêt de pouvoir répondre aux questions suivantes : assiste-t-on à une dégradation du pouvoir d'achat de la population quiténienne ? Les solutions proposées par l'Etat aujourd'hui excluent-elles une proportion de ménages plus importante qu'il y a 20 ans ?

d/ L'analyse des plans de Quito.

Cette étude a pour intérêt d'élaborer une carte enfin complète et fiable de l'évolution de l'aire urbanisée à partir du XVIème siècle. De plus, les plans édités à partir de la fin du XIXème siècle sont analysés dans le détail (étude des légendes, des éléments représentés sur ces plans), ce qui permet d'ébaucher une approche géographique de la perception de La ville des pouvoirs établis.

Il est bien évident que nous avons "artificiellement" dégagé les objectifs scientifiques de

chacune des actions qui sont en cours ; en fait, les cartes réalisées à partir de chacune des enquêtes seront croisées entre elles afin de produire des documents synthétiques insistant sur l'organisation interne et le fonctionnement de la ville et sur les aspects dynamiques.

e/ L'enquête morphologique engagée par l'équipe de télédétection.

Cette enquête, portant sur la morphologie urbaine d'un échantillon d'îlots, doit permettre de recueillir les informations morphologiques indispensables à l'interprétation des images satellite. De plus, cette enquête préliminaire doit permettre de mettre au point sur l'agglomération quiténienne un modèle explicatif de la démographie à partir de la morphologie des îlots.

3- Les tâches jugées prioritaires

Dans l'optique scientifique d'étude du fonctionnement urbain, nous estimons que l'année 1987 doit être mise à profit pour réaliser des enquêtes complémentaires de celles qui sont, soit terminées, soit en cours d'achèvement.

a/Enquête exhaustive du type et de l'état des voies.

b
Enquête exhaustive des hauteurs des bâtiments.

c/Enquête approvisionnement de l'agglomération quiténienne. Elle sera réalisée au niveau des cinq entrées et sorties principales de la ville.

d/Enquête administration et santé et/ou éducation. Il sera particulièrement intéressant d'appliquer la méthodologie d'enquête utilisée pour étudier le réseau bancaire afin d'analyser les "migrations spatiales" des Ministères et des Directions Générales et l'évolution de l'implantation d'un service public (hôpitaux, centres de santé et dispensaires et/ou universités, collèges et écoles). Les cartes élaborées pourront être croisées avec celles obtenues à partir de l'étude du réseau bancaire ; il sera ainsi possible d'apporter des éléments de réponse à des questions telles que : les secteurs privé et public répondent-ils à des nécessités identiques ? Leurs stratégies sont-elles les mêmes ? Satisfont-ils des catégories sociales

identiques ? Les aires équipées et non équipées se recourent-elles ?...

e/Une enquête portant sur les petites activités et sur le "secteur informel" très détaillée devrait être réalisée en 1987/1988 par un économiste de l'ORSTOM.

f/La digitalisation du plan de Quito stricto-sensu sera réalisée à Quito en 1987. Le coordinateur France/Equateur du programme doit l'an prochain exploiter certaines informations tirées du recensement de 1982 (habitat et population).

Cette étude permettra de faire "coller" la plupart des données recueillies à partir des enquêtes que nous avons réalisées ou que nous réaliserons en 1987 aux documents infographiques obtenus à partir de l'exploitation du recensement (enquêtes activités, type et état des voies, hauteur des édifices,...).

Certaines enquêtes réalisées en 1986 pourront être réactualisées (deuxième et troisième passage).

g/L'équipe télédétection réalisera un deuxième passage sur un sous-échantillon d'ilots sélectionnés parmi ceux enquêtés en 1986. Il s'agira de recueillir des informations socio-démographiques qui permettront d'analyser les relations bâti-population sur la ville de Quito. A l'issue de ce deuxième passage, l'équipe disposera donc de l'information morphologique et démographique nécessaire au tirage, sur image satellite, d'un échantillon spatial statistiquement représentatif sur l'ensemble de la ville.

L'équipe pourra démarrer sur cet échantillon, l'enquête principale du programme télédétection et démographie à Quito : l'objectif est double ; estimation d'effectifs de population et analyse des systèmes de résidence (donc, des migrations).

*
ENQUETES-ACTIVITES A QUITO
*
Philippe CAZAMAJOR D'ARTOIS
*

Il est apparu assez rapidement que si nous voulons mieux percevoir la ville dans son ensemble, il fallait procéder à des études exhaustives, quitte à revenir, par la suite à des analyses plus sectorielles.

Les questions auxquelles nous désirions répondre étaient : comment se structure la ville ? Autours de quelles dynamiques ? Quels sont les axes porteurs ? Les points de convergences ? etc...

Il a semblé que pour y répondre le plus pertinent était de savoir où se plaçaient les activités de production, de commerce et de service sur l'échiquier urbain.

MISE EN OEUVRE

Aux mois d'août et septembre a été dessiné un premier questionnaire afin de faire un comptage exhaustif de toutes les activités de Quito, à l'intérieur des limites INEC (recensement de 1982). Ce recensement présente les seules données chiffrées récentes que l'on possède sur la ville. Ces renseignements sont organisés par zones, secteurs et manzanas (îlots) sur l'ensemble de la ville ; celle-ci compte environ 4.000 manzanas. Une des lacunes de ce recensement est de ne pas prendre en compte la localisation des activités liée à la description du bâti. Tout en essayant de coller au plus près les données fournies par l'INEC, il a été envisagé dans un premier temps de faire un questionnaire comprenant :

1) Un descriptif de chaque terrain et de chaque édifice que l'on rencontrait sur un côté de la manzana (îlot). Un côté étant considéré comme une portion de rue droite, une manzana pouvait avoir de trois à x côtés.

- Le terrain pouvait être vide ou construit (maison, immeuble, dépôt, usine,...)

- L'édifice était décrit par son nombre d'étage en façade, ses matériaux de construction et son état.

- L'affectation de l'édifice était prise en compte : logement ou autre.

2) Sur cette base était organisée un comptage de toutes les activités de production, de commerce et de service rencontrées.

- N'étant prises en compte que les activités situées au niveau du sol à l'exclusion de celles situées dans les étages. Ces dernières auraient considérablement alourdi l'enquête. Cela voulait dire que la majorité des activités libérales n'étaient pas recensées, mais il a été observé que la physionomie de la structure de la ville n'en serait pas considérablement changée. Les centres commerciaux échappaient à cette règle, ils étaient saisis intégralement même si ils avaient trois ou quatre étages.

- Les activités étaient regroupées sous trois rubriques principales :

- celles de la rue divisées en :

- . ambulants, à pied ou en camionnette
- . en points de vente fixes dans la journée
- . en kiosques.

- Celles liées aux façades des immeubles, pour ces dernières le nombre de mètres sur la rue était calculé afin, d'une part de séparer les petites et les grandes activités d'un même groupe, d'autre part de pouvoir calculer le nombre de mètres occupés par des activités.

- Enfin étaient dénombrées les activités de patios (cours intérieures des immeubles).

Toutes ces activités étaient décrites de façon très précise afin de pouvoir les regrouper ensuite par branches d'activité, en prenant compte les nomenclatures mises au point par l'INEC (Institut national chargé des recensements et statistiques). Elles étaient placées par côté de manzana, avec le nom de la rue de l'établissement quand cela a été possible. Toutes ces indications devant permettre :

- Une localisation très précise des activités

recensées.

- Un suivi éventuel de quelques branches d'activités, si cela est nécessaire.

3) Les plans utilisés pour faire ce comptage étaient ceux que l'INEC avait utilisé pour le recensement de 1982. La codification employée par l'institut, pour chaque manzana, était relevée sur le questionnaire afin de pouvoir effectuer les croisements jugés utiles avec le recensement.

Le grand avantage de ce questionnaire était de croiser les types et les densités du bâti directement avec les activités afin d'identifier les corrélations qui existent entre les deux (cette information manquait dans le recensement) et ensuite de les croiser avec les résultats de 1982.

LES DEBUTS DE L'ENQUETE

Dans les premiers jours du mois d'octobre une équipe de dix enquêteurs a été réunie pour faire l'enquête pilote et vérifier la validité du questionnaire. Les calculs avaient été faits pour qu'avec dix personnes le travail puisse être effectué en trois mois c'est-à-dire jusqu'à la fin 1986. Ce nombre de dix a été pris pour deux raisons principales : difficultés à trouver des enquêteurs professionnels, difficultés à contrôler une équipe plus vaste compte tenu du personnel d'encadrement disponible.

L'enquête-pilote a révélé que ce questionnaire était trop lourd, une ou deux manzanas étaient couvertes par jour et par enquêteur ce qui était très insuffisant.

Il a fallu supprimer le volet de description du terrain ou de l'édifice et ne garder que la partie activités proprement dite. Après cette amputation l'enquête a pu démarrer le dix octobre et chaque enquêteur faisait entre dix et quinze manzanas par jour suivant la densité en activités.

ETAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUETE

L'enquête est terminée depuis fin janvier. Il a semblé toutefois que ce compte "à plat" des activités de la ville, par exemple les marchés ont été recensés les jours où il n'y avait pas de foire (celles-ci se déroulent une ou deux fois par semaine), ne représentait pas exactement la réalité.

Quito est animée par des mouvements hebdomadaires et saisonniers qui attirent vendeurs et consommateurs dans les rues.

Au cours du mois de décembre le Centre Historique se remplit (au sens presque littéral) de vendeurs de confiseries, petits bijoux, articles de Noël et jouets, vêtements, au point que certaines rues sont barrées et leur sont réservées. Ce phénomène commence le six décembre avec les fêtes de Quito et se prolonge jusqu'au quinze janvier, le sommet se situant autour des fêtes de Noël et du jour de l'an.

Au début de l'enquête ce phénomène a été perçu comme une gêne, mais après réflexions il a été décidé d'organiser un triple comptage du Centre Historique afin de donner du relief et de la vie à l'enquête.

Le premier comptage a été réalisé entre le huit et le treize décembre et a concerné principalement les activités fixes. Un deuxième comptage a été organisé du dix-neuf au vingt-quatre décembre pour dénombrer les activités foraines liées aux fêtes de Noël. Le troisième passage effectué autour du trente janvier, avait pour but d'observer également les activités de la rue mais à un moment creux. La comparaison entre les deux derniers comptages donnera l'amplitude des variations saisonnières de ce phénomène.

De février à la mi-mars les enquêtes ont été vérifiées et les quelques lacunes comblées. Depuis la mi-mars un enquêteur a été chargé de dépouiller et de mettre en cartes et fiches le comptage effectué autour des fêtes de fin d'année. Une fiche de codification est en train d'être établie, avec l'aide de Françoise DUREAU afin de dépouiller l'enquête et de pouvoir la mettre sur ordinateur. Elle devrait être prête à la fin du mois d'avril.

PERSPECTIVES

Avant la fin de l'année l'enquête devrait être dépouillée et saisie sur ordinateur, ensuite en 1988 commencera la phase d'analyse.

En même temps seront dressées des cartes où seront placées les activités, celles-ci seront accompagnées de notices explicatives pour l'atlas.

 *
 * LA PANAMERICAINA A QUITO, EXPRESSION DES ENJEUX URBAINS *
 *
 * Olivier LEMAIRE *
 *
 * *****

OBJET DE LA RECHERCHE :

Etude de la Panaméricaine à Quito. Dans quelle mesure cet axe qui traverse la totalité de la ville et en coupe presque tous les aspects, donne une vision des enjeux qui existent au sein de l'aire urbaine.

RAISONS DE CE CHOIX :

Quito est une ville de 30 kms de long sur au plus 4 de large. L'axe proposé, ininterrompu, en traverse tous les types de bâti, tous les types d'activité et d'occupation de l'espace existant dans l'aire urbaine. C'est également la voie essentielle de pénétration. Elle est un point de référence privilégié pour les Quiténiens.

MOYENS DE LA RECHERCHE :

Thèse rédigée par M. GUERMOND de l'I.G. de Rouen. Soutien logistique ORSTOM, dépt D UR 03 : accès aux documents utilisés pour l'AIQ ; accès à tout document sur Quito ; introduction auprès des institutions équatoriennes susceptibles de fournir des données. Soutien matériel de l'institut de géographie de Rouen par l'accès à la bibliographie, aux travaux entrepris, au laboratoire de modélisation et traitements graphiques. Soutien matériel de l'ORSTOM par la liaison du projet de thèse avec l'AIQ, l'utilisation du matériel informatique disponible, la base de données sur Quito : recensement de 1982 et télédétection, l'intégration à l'ensemble du système de données recueillies par le travail de terrain.

DETAIL DE LA RECHERCHE ENTREPRISE :

La recherche entreprise développe les approches suivantes :

- 1- Analyse morphologique de l'axe, dont : les

liens extra-urbains et le relief traversé. Il s'agit de définir l'importance de la voie pour Quito et les enjeux stratégiques qu'elle suscite dans l'aménagement de l'aire urbaine.

2- Analyse architecturale des ilots coupés par l'axe, dont : la structure des ilots (manzanas), les types de bâti rencontrés et les coupures dans le tissu urbain. Le but est de démontrer que s'expriment, au travers du bâti rencontré de part et d'autre de la Panaméricaine, les enjeux politiques quiténiens.

3- Analyse démographique des ilots, dont ; la densité en bordure de la voie, la composition des ménages, leurs activités et leur niveau socio-économique. On cherche à déterminer dans quelle mesure cette analyse démographique et sa traduction spatiale sur l'axe confirme ou infirme les deux analyses précédentes. Quels éléments nouveaux apporte-t-elle ?

4- Analyse de la croissance historique de l'axe dont : l'évolution de la Panaméricaine à Quito et dans l'évolution des fonctions urbaines. On veut démontrer que les facteurs historiques et leurs incidences sur la Panaméricaine à Quito sont un élément essentiel à la compréhension des enjeux quiténiens.

5- Les activités du Sud au Nord dont : la typologie des activités sur l'axe, leur organisation, leur évolution et leur signification. Il s'agit de démontrer que l'axe Nord-Sud de Quito est le cadre d'enjeux économiques, que la Panaméricaine dans une certaine mesure, reflète la ville en conservant une vocation qui lui est propre.

6- Le trafic sur la Panaméricaine, sa composition, l'utilisation de l'axe, les problèmes que ça pose et les solutions possibles ou assurées à ces problèmes. Le tout est de démontrer que les variations du trafic, spatiales et temporelles, sur l'axe réfléchissent la structure économique de la Panaméricaine.

7- Les usagers de la Panaméricaine à Quito : Qui utilise cet axe ? Pourquoi ? Y a-t-il une vision de la ville saisissable par cet axe ? On cherche à démontrer comment l'axe est aussi l'objet de nombreux enjeux sociaux quiténiens dans la vie quotidienne et à expliciter son rôle dans la perception de l'espace urbain.

* * * * *
LES LOGEMENTS, L'HABITAT, LES STRATEGIES
* * * * *
ET LES PRATIQUES DES HABITANTS
* * * * *

Ce deuxième grand programme s'inscrit dans une recherche très concrète et beaucoup plus globale à laquelle participent de nombreux réseaux de chercheurs. L'actualité de son objet se maintient, les problèmes qu'elle étudie sont de plus en plus présents. Il est inutile d'argumenter pour justifier le bien-fondé des questions que soulève le logement des néo-citadins des Tiers-Mondes. Cependant il faut noter le poids que prend dans cette recherche une discipline, un art plutôt, qui n'avait pas de représentants à l'institut il y a 3 ans : l'architecture. Il est vrai que la démarche ici est tout autant celle d'anthropologues et d'historiens que proprement, d'architecte, ce qui oblige ceux-ci à taquiner des sciences du passé et de l'homme. Mais ce qui est intéressant c'est qu'elle traduit de la part des acteurs et des sociétés africaines et maghrébines une prise de conscience de plus en plus forte de la valeur qu'a leur patrimoine urbain, fut-il estampillé colonial (que ce colonial soit arabo-musulman ou européen-chrétien). Cela va de pair avec une volonté, qui émerge lentement de la part des peuples d'Afrique de trouver dans leurs villes des arguments historiques dynamiques pour assumer les contraintes de l'urbanisation qui s'imposent à leur économie et à leurs sociétés.

* * * * *
 *
 POLITIQUE URBAINE, INDUSTRIALISATION ET GESTION
 *
 DE LA FORCE DE TRAVAIL :
 *
 RICHARD TOLL (SENEGAL) ET KADUNA (NIGERIA)
 *
 Etienne LE ROY
 *
 * * * * *

Mettre en relation les politiques de gestion urbaine, le contrôle de la force de travail et l'industrialisation n'a pas été et n'est toujours pas chose simple à réaliser et ce pour des raisons qui n'ont pas toujours à voir avec la "Science", mais qui vous interpellent en tant que chercheurs.

Pour rendre compte du défrichage progressif de notre champ de recherche, on va synthétiser successivement les expériences relatives à l'appréhension des questions sensibles que pose notre objet, au cadre méthodique que nous testons sous le nom d'analyse de processus, puis nous présenterons quelques lignes de force du rapport de synthèse dont nous commençons actuellement la rédaction.

Questions sensibles orientant la problématique.

Le point de départ de la recherche tient, prosaïquement, aux premières enquêtes réalisées au Sénégal sur les villes secondaires en 1983, 1984 qui avaient, entre autres, montré que la gestion urbaine s'y effectue à côté (mais non à l'encontre) du cadre municipal officiel grâce à des courtiers qui sont aussi des régulateurs des flux financiers qui circulent en ville. On voit en effet dans ces villes secondaires, plus que dans les villes capitales où le pouvoir se représente, fonctionner ces municipalités à double ou à triple vitesse et les services urbains passer de la gestion administrative "retenue" à l'investissement humain (c'est à dire au bricolage et à l'innovation) sans que cela implique une remise en cause des "institutions" municipales. Ce qui serait invalidé ou destabilisé dans le modèle administratif français n'est ici que "doublé" ou "triplé" par des réseaux complémentaires.

On soulignera ici l'incidence de l'absence de

ressources monétaires collectées à travers les mécanismes budgétaires officiels pour expliquer le plus souvent l'origine de ces "montages" d'institutions et de solutions qui n'ont que l'apparence du bricolage : c'est la crise internationale qui en se répercutant de cascade en cascade jusqu'au budget urbain, expliquerait la carence des ressources financières et les modalités de leurs substitutions.

Il convenait pourtant d'y regarder de plus près en se situant dans des villes où les productions des richesses ne viendraient pas indirectement d'activités de transformation de produits venant de l'extérieur (monde rural) ou de l'étranger, mais serait observable in situ.

Une "bonne" industrie paraissait faire l'affaire, surtout si on pouvait suivre de l'intérieur de cette entreprise les implications que sa gestion pouvait avoir sur la circulation des richesses, la gestion municipale et l'évolution des rapports sociaux dans quelques secteurs sensibles tel le logement.

Plutôt que "l'industrie" ou ses "travailleurs", nous nous intéressons aux articulations entre l'industrie et la ville dans le cadre des stratégies municipales, et entre la circulation des richesses induites du travail salarié et les possibilités qu'elles offrent aux citoyens pour accéder au logement et bénéficier des services urbains.

Ainsi, pour tout résumer, à travers deux variables principales, l'espace urbain et la circulation des richesses, se développent deux ordres d'observations et d'analyses qui devraient, à terme, fondre en un corps unique d'explication des dynamiques affectant les politiques urbaines marquées par l'industrie :

- l'une centrée sur les stratégies municipales
- l'autre sur les pratiques de logement des salariés.

Le premier type d'analyse a été appliqué à Richard Toll par E. Le Roy, en fonction d'observations précédentes dans les villes sénégalaises de Thiès et de M'Bour où il a pu mettre en place un protocole d'observation : travail sur le budget et les comptes municipaux, observation des fonctionnements des services selon le texte institutif, selon les pratiques au bureau et les pratiques sur le terrain, identification des relais de l'action municipale au

sein des populations, appréhension des modes conjoints (administration population) de gestion des services urbains.

Toutes ces démarches supposent une bonne connaissance des principes du droit administratif et une problématique socio-anthropologique mettant l'accent sur le rôle des relations interpersonnelles dans la gestion réelle (c. ad. dans la réalité des pratiques et non au simple vu des discours) de la ville.

Le second type de démarche reproduit, de façon plus "canonique", la démarche anthropologique fondée sur "l'observation participante", un guide d'enquête (ou questionnaire) assez précis et une analyse à plusieurs échelles. Il a été appliqué par chacun des trois chercheurs, D. Poitou avec les ouvriers de l'usine Peugeot de Kaduna, E. Le Roy avec des cadres et salariés de la compagnie sucrière du Sénégal, M. F. Adrien avec ces mêmes ouvriers mais observés dans leurs quartiers, voisinages et unités d'habitation.

A l'image de poupées gigognes on obtient alors des explications à des échelles différentes, depuis le micro local jusqu'au national, éventuellement contradictoires, et qu'il s'agit de transcrire dans une interprétation si possible homogène, par une analyse de processus.

II- L'analyse de processus.

L'analyse de processus est, peut-être, une dénomination nouvelle pour une approche ancienne. Dans deux publications récentes (Espaces disputés en Afrique noire et Afrique plurielle, Afrique actuelle, Paris, Karthala, 1986) des chercheurs concluent leurs analyses par une approche processuelle comme cadre d'un redéploiement des problématiques.

C'est également l'expérience que nous avons pu assumer dans le cadre des missions réalisées au Sénégal et au terme desquelles on peut estimer qu'à défaut d'être une panacée, l'analyse de processus nous offre une ambition placée sous le signe d'un déplacement/dépassement de certaines contradictions.

Il s'agit, en fait, d'introduire dans une approche commune des exigences qui apparaissent comme diadiquement contradictoires et, à un second niveau, sans relation d'apparente nécessité entre elles.

Par exemple, il s'agit de rendre complémentaires une analyse du temps immédiat, du vécu quotidien et une prise en compte des "tendances lourdes" (terme de prospective) qui traversent l'histoire des sociétés sur le très long terme (F. Braudel) ou lorsque l'histoire en paraît presque "immobile" (Le Roy Ladurie). Il s'agit aussi de dépasser les implications synchroniques d'une lecture systémique et (ou) structurale dans une anthropologie dynamique sans oublier les vertus du systémisme en matière de définition préalable et d'identification de récurrences significatives.

Il s'agit également de se donner les moyens de combiner des analyses à des échelles différentes (opposant le "local" au "national", le "national" à "l'international"...) où les régulations peuvent reposer sur des logiques contradictoires qu'il faut inscrire dans un modèle qui assure leur transposition dans un registre commun.

Mr H. Piault ("L'intention anthropologique", Afrique plurielle, Afrique actuelle, Paris ; Karthala 1986) nous dit également qu' "on voit en réalité pointer une ambition bien plus impérieuse encore et qui est d'ordonner le hasard à la nécessité, d'inclure l'imprévisible disposition d'un coup de dés dans un ordre préconçu dont les lois ne s'expliqueraient pas.... encore" (p.99) Pour opérer "le renversement de perspective à propos de l'objet" (p.100), il faut privilégier "des positions différentes et qui ne se rejoignent pas nécessairement : ce sont ces positions qu'il faut tenter de repérer par rapport à notre disposition propre, le regard que nous portons sur elles de là où nous sommes... comme... lieu particulier d'une triangulation générale et indéfinie.. dont "relations et situations forment (...) les coordonnées de repérage, sans doute provisoires, "imparfaites, pour une exploration des différentes versions possibles de l'univers que proposent les sociétés"... (p.101).

Citons, enfin, une dernière considération de méthode : "la prise en compte initiale des rapports de domination, d'aliénation, l'énonciation en terme de réseau d'équilibrage des rapports sociaux, la considération des complémentarités actives entre groupes et personnes, ce qui signifie bien entendu l'identification et la saisie des stratégies, des manoeuvres qui sont constamment à l'oeuvre dans le déroulement de la moindre quotidienneté sociale, ce sont là

des approches qui peuvent mieux déjouer les risques de réduction logique et la récupération anthropocentrique occidentale". (p. 102).

Mais d'autres oppositions fallacieuses peuvent encore être prises en considération. S. Falk Moore, rappelle que les travaux anthropologiques sont dominés par "two approaches at opposite pôles "off scale : a two system model and an individual centered model". (p.321).

Aussi, lorsqu'on tente de comprendre la contribution de l'analyse de processus non seulement au dépassement de chacune de ces dichotomies mais également à l'interprétation des "mouvements" dans la société, on doit souligner que deux préoccupations dominent. L'une reste, de façon classique, l'exigence de totalité inhérente à la définition même de la discipline. A la différence du structuralisme, mais à partir de ses résultats, l'analyse de processus suppose que la totalité ne peut être restituée par un modèle et, insiste Mrs Moore, par un modèle typologique. Cette première exigence reste incomplètement assumée sur le plan de la méthode.

La seconde exigence tient à la place renouvelée accordée au "temps" et aux facteurs spatio-temporels. C'est dans ce domaine que les apports théoriques les plus féconds se développent, en ouvrant la voie à plusieurs lignes de lecture de matériaux selon le type de problème, la discipline de recherche ou l'ampleur du programme.

Le temps lui-même est approché à travers trois "situations" : les événements, les conjonctures et les tendances lourdes. Une série d'événements qui interagissent dans les pratiques sociales immédiates donne naissance à un micro-processus. Celui-ci pourra être progressivement restitué dans un contexte historique en association avec d'autres micro-processus et en raison de la "conjoncture" commune qui les relie. Nous appellerons "mésoprocessus" ces ajustements dans le temps en fonction de la capacité de mémorisation pour les distinguer des macro-processus qui expriment les tendances lourdes dans un certain nombre de registres essentiels de la reproduction d'une société et dont l'origine peut se perdre "dans la nuit des temps".

Tout objet de recherche se situe dans cette triple profondeur : les ouvriers de la compagnie sucrière du Sénégal à Richard Toll étaient en 1986 affectés par deux ou trois événements dans des registres différents : création

d'une municipalité en 1980, grèves en 1980 et 1984, crise financière de l'Etat, de la municipalité et de la CSS en 1985. Mais, ces événements prennent sens en fonction d'une conjoncture qui est celle de la crise mondiale suite aux choix pétroliers (de 1973 et 1979) et, d'autre part, liés au caractère très volontariste de la construction de l'Etat et d'une administration de développement depuis 1960. Mais, à nouveau, ces conjonctures économique et politique n'ont pas de sens si elles ne sont pas replacées dans le contexte des tendances lourdes qui affectent l'Economie et le Politique au Sénégal depuis au moins trois siècles.

Le caractère privé et capitaliste de la CSS et l'alliance inéluctable de l'Etat à son développement, coûte que coûte, peuvent être expliqués non seulement par les intérêts qu'y trouvent les hommes qui gouvernent mais également en raison des logiques qui ont commandé la soumission des populations africaines aux lois du marché ou au "modèle" étatique.

Si on peut privilégier tantôt les "événements" tantôt les tendances lourdes", on saisit aussi l'emboîtement nécessaire des explications et la relation constante entre l'empirique et le théorique.

On retrouve, dans les autres aspects de l'analyse de processus, une aussi large propension à l'adaptation des méthodologies aux objets de recherche.

Il s'agit de facteurs ou de paramètres dont on sait qu'ils sont de genres différents mais qu'ils interfèrent selon des montages que l'on sait variables mais qu'on ne veut pas "typer" ou fixer univoquement dans le cadre de typologies. Le seul "point fixe" de l'analyse repose sur l'identification du point de vue de l'observateur, selon sa discipline, l'ampleur de surinvestigation spatio-temporelle et le niveau d'interprétation spéculatif ou opérationnel.

Viennent ensuite divers facteurs : Enjeux, conduites (stratégies, tactiques, actions), ressources (matérielles, monétaires, symboliques), statuts d'acteurs (positions sociales et juridiques) échelles d'appréhension et de concrétisation (au minimum neuf échelles), logiques inhérentes aux articulations de rapports sociaux, arènes de confrontation et de solution des conflits ouverts (disputes) ou latents (conflits).

Toute l'analyse tourne autour de ces enjeux. Ils rythment les ajustements situationnels et orientent les corrélations entre les divers facteurs. Par exemple, le fait que nous ignorons à Richard Toll si les enjeux affichés par les municipalités et la CSS correspondaient à des "leurrés" ou à des objectifs poursuivables au titre d'une légitimité et d'un réalisme à préciser, nous ont obligés à partir du statut des acteurs, grâce à un livre blanc préalable du plan directeur d'urbanisme de 1982.

Immédiatement, des ordres de grandeur permettent de situer d'une part les échelles où les décisions se prennent et les logiques qui peuvent les commander, d'autre part les ressources qui sont produites (salaires) ou qui supportent certaines conduites (stratégies politiques de la municipalité ou religieuses de certains marabouts).

Enfin, le croisement de ces données dans certaines "arènes" (le comité d'établissement de la CSS, le syndicat, le quartier spontané de Thiabock etc) permet de dévoiler les enjeux réels qui émergent des enjeux officiels (bien gérer, assurer le développement et le bien être des populations etc)

Ils permettent de préciser les contraintes de la gestion urbaine sur les prochaines années sans prétendre lire dans le marc de café ni faire une prospective ; plutôt en répondant à la double orientation d'une analyse de processus :

- Processual analysis is focused on a doubles problem : the problem of understanding the present in a stream of time and the problem of developping a means of analyzing shifting realities out of the ressources of an anthropology founded on typologizing" (Moore, 1986 p.329).

III- Quelques applications.

On illustrera simplement, à titre exemplatif, la diversité des points de vue qu'ont adopté les trois membres du groupe puis la convergence de leurs premières interprétations.

a) Bien que nous ayons globalement la même formation anthropologique et les mêmes centres d'intérêt, le partage des tâches ou les modes d'insertion au "terrain" ont

produit dans chaque cas une situation originale.

Danielle Poitou, introduite à Kaduna par la société Peugeot qui y monte ses véhicules pour le marché Nigérian, pourrait directement utiliser l'entreprise comme le point de départ d'une observation participante des ouvriers "dans" puis "hors" l'entreprise. Construisant alors des biographies de cas révélateurs de "régularités" (stratégies familiales d'originaires monopolisant une aire de résidence) ou d'exceptions (tactique de doublement du salariat par une petite production marchande dans le maraichage opérée par un comptable dont rien n'annonçait la double vie paysanne) elle pourra s'attacher à détecter ces micro-événements qui progressivement prendront sens et permettront d'identifier les enjeux résidentiels puis les règles du jeu au sein de l'entreprise puis au sein de la ville dans la vie de quartier.

- A Richard Toll, nous pouvions saisir une ville entière mais non l'ensemble de ses problèmes, en un temps de recherche trop restreint.

Nous avons donc défini nos modes d'approche en fonction de nos expériences préalables, de nos affinités et des opportunités qui s'offraient. La possibilité de travailler sur certains comptes de la CSS et d'être introduit dans certains dossiers a conduit à une répartition des tâches : E. LE ROY s'est attaché à l'analyse de la politique urbaine prônée par l'Etat et mise en oeuvre par la municipalité avec le concours (plus ou moins spontané) de la CSS. M.F. ADRIEN a observé les effets de cette politique urbaine dans les quartiers, à partir des stratégies des citoyens dans certaines questions sensibles tel le logement.

Il y a ainsi mise en cause d'un double regard qui n'est pas simplement le croisement d'un regard du haut vers le bas ou du bas vers le haut et qui ne met pas seulement en cause divers niveaux d'articulation dans les rapports. En fait, nos observations se trouvent liées par deux "situations" communes aux stratégies collectives et individuelles : les enjeux spatiaux de redéploiement d'un site urbain permettant le rééquilibrage de la ville, de mise à disposition d'un sol urbain constructible et de lotissements et, d'autre part, les conditions de la circulation de la richesse produite par l'industrie.

Ces deux enjeux, appréhendés différemment aux échelles micro-locales, municipales, régionales ou

nationales, dépendant de logiques de reproduction des groupes commandés par la reproduction simple du travail, la logique bureaucratique ou les lois du marché capitaliste, donnent actuellement lieu à des demandes, attentes ou revendications qui n'étaient qu'apparemment contradictoires car de telles contradictions pouvaient être levées, si nécessaire, par les deux acteurs dominants : l'Etat et la CSS. Mais ces capacités sont à mettre au passé tant les possibilités financières deviennent limitées à mesure que la crise des finances publiques interfère avec la vie locale.

Le redéploiement spatial de Richard-Toll et la concrétisation de sa capacité de pôle de développement industriel de la vallée du fleuve vont donc être dépendants de nouvelles règles du jeu qu'on ne saurait préciser actuellement, mais pour lesquels un observatoire urbain serait utile.

b) Un observatoire urbain pour saisir les enjeux, les jeux et les dynamiques sociales.

Nous expérimentons actuellement dans notre groupe ce qui arrive à de nombreux programmes qui ont pour problématique centrale les problèmes d'espace ou de structures foncières. Après une première période d'une grande richesse pour le chercheur, marquée par l'élaboration de la problématique propre à chaque ville et à chaque site, identifiant les conflits et saisissant les contradictions dans les mouvements des urbanisés, la période suivante paraît bien terne ou bien répétitive. Progressivement dépassé par le poids des informations et la subtilité des analyses, le chercheur risque finalement de s'arrêter à la monographie initiale ou de s'enliser dans la répétition des observations.

Sans que nous ayons déjà achevé tantôt la collecte tantôt l'interprétation des matériaux de terrain, nous nous interrogeons dès maintenant sur les manières de prévoir le déroulement d'un nouveau programme avec deux questions que nous nous posons.

- L'impossibilité d'accumuler certains types de données sur la circulation des richesses (connaissance des budgets familiaux, de la capacité d'épargne etc) ne pourrait elle pas être contournée en posant dès le départ le principe que l'épistémologie classique est ici en panne et qu'il faut traiter la question sous forme de "boîte noire" et dans le cadre de ce que certains épistémologues dénomment

"l'épistémologie de l'opacité", dont les liens avec l'analyse de processus sont patents ?

- Le développement d'un nouveau programme ne devrait-il pas être lié à un observatoire urbain, au moins à Richard-Toll on bénéficiera d'une base ORSTOM qui offre des possibilités importantes pour une observation en continu ? En effet, lorsque le principe du déclassement de la forêt de Richard-Toll sera acquis, 1000 hectares vont être disponibles pour l'urbanisation. Ceux qui pourront suivre ces processus et leurs effets sur les conditions de vie dans les anciens quartiers et dans les villages environnants pourront répondre de façon beaucoup plus appropriée aux questions que l'on se pose à propos de l'avenir d'une ville qui devrait voir doubler sa population tous les vingt ans.

De même, mais en liaison avec des instituts nigériens l'importance politico-administrative de Kaduna pourrait justifier une observation de longue durée.

Pour mesurer l'avenir de ces villes on ne peut seulement projeter dans le futur nos analyses actuelles, même si elle étaient parfaites ou complètes. Il faudrait donc assurer une présence (au moins périodique) de chercheurs dans ces sites pour exploiter pleinement les travaux actuels.

* * * * *

*
TRAVAIL ET HABITAT EN MILIEU URBAIN OUVRIER
*
LE CAS DE L'USINE DE MONTAGE AUTOMOBILE PEUGEOT
*
A KADUNA (NIGERIA)
*
Danielle POITOU
*
* * * * *

INTRODUCTION

Cette recherche s'inscrit dans le cadre des travaux de l'équipe dirigée par E. LE ROY. Ces travaux concernent principalement les effets induits de l'implantation d'unités industrielles sur le processus de croissance urbaine et sur les politiques de gestion des villes où sont implantées ces industries.

Il s'agit notamment d'étudier :

a) L'incidence des politiques salariales sur les politiques de logement des entreprises.

b) Le rapport ou l'absence de rapport entre les politiques de logement des entreprises et celles des municipalités.

c) Les solutions ou palliatifs apportés aux décalages observés entre les besoins en matière de logement et les interventions des entreprises et des pouvoirs publics.

PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

Nous avons abordé l'étude de ces problèmes à partir du cas d'une usine de montage automobile, la Peugeot Automobile Nigéria Ltd (P.A.N.) de Kaduna au Nigéria.

Pour répondre aux objectifs a) et c), au cours d'une première mission sur le terrain (mars-mai 86) nous avons centré l'enquête sur l'exploration des

stratégies et des pratiques résidentielles conduites par la PAN et par ses différentes catégories de salariés.

Pour compléter cette étude nous nous proposons au cours d'une deuxième mission sur le terrain, en février 87,

1°/ d'effectuer une analyse comparative de ces stratégies et pratiques rapportées, à celles des entreprises environnantes.

2°/ d'étudier leur degré d'intégration dans les politiques d'urbanisation menées à différents échelons (local, régional, fédéral) par les instances administratives nigériennes.

Nous présentons dans cette communication les principales données recueillies au cours de la première mission et les premières conclusions qu'elles suggèrent.

La méthodologie mise en oeuvre pour la collecte des informations repose sur les techniques d'investigation suivantes :

1) L'enquête a débuté par une étude monographique des lieux de travail pour conduire à une description globale du fonctionnement de l'usine et de la stratification de la main d'oeuvre.

A partir des informations obtenues auprès de la Direction du Personnel, un premier repérage quantitatif des différentes catégories de salariés et de leurs caractéristiques sociologiques a pu être réalisé.

2) Une enquête par questionnaires a ensuite été menée sur un échantillon de 262 salariés, représentatifs des divers niveaux de qualification professionnelle. Le questionnaire comportait cinquante questions fermées concernant les lieux de résidence, les statuts d'occupation dans la ville ainsi que certains autres aspects de la vie familiale et socio-économique des enquêtés.

Actuellement en cours d'exploitation ce questionnaire fait l'objet d'un traitement

informatique, pour lequel un codage préalable a déjà été réalisé avec le concours du département "Urban and Regional Planning" du college of Environmental Studies Kaduna Polytechnic.

3) Une observation plus poussée des relations entre travail et habitat a été par ailleurs réalisée sur quelques cas significatifs. Par entretiens approfondis, des biographies individuelles ont été recueillies dans diverses catégories de personnel pour mettre en lumière les logiques sous-jacentes aux pratiques observées.

Ces entretiens se sont déroulés pour la plupart sur les lieux de résidence pour favoriser l'analyse de la structure familiale et des réseaux éventuels de voisinage ou de parenté et pour permettre par ailleurs d'établir le relevé graphique de l'organisation spatiale.

L'ensemble des informations obtenues a permis de souligner la nécessité de recourir à une approche anthropologique des situations observées pour rendre pleinement compte du comportement des partenaires sociaux et du fonctionnement de l'entreprise.

Dans cette perspective, nous examinerons d'abord brièvement le contexte urbain et industriel dans lequel s'inscrit le développement de l'usine Peugeot de Kaduna. Puis nous analyserons les incidences de la politique suivie par l'entreprise pour la gestion de sa main-d'oeuvre sur la croissance de la ville elle-même.

LE CONTEXTE URBAIN ET INDUSTRIEL

L'entreprise P.A.N. est localisée dans un environnement culturel bien différencié, la société haoussa-peule des émirats musulmans du Nord-Nigéria. Au sein de cet ensemble, Kaduna occupe une position spécifique.

Issue des besoins de l'administration et de l'économie coloniale britannique, cette ville semble devoir être appréhendée selon les critères d'une approche processuelle.

A l'inverse de cet exemple, le fonctionnement

global de la plupart des autres centres urbains du Nigéria, du fait de leur origine traditionnelle paraît pouvoir d'avantage relever d'une analyse systématique se référant implicitement à des ensembles urbains plus cohérents et mieux structurés. Choisie en 1913 par Lord Lugard, comme siège du gouvernement colonial britannique, pour défendre militairement et administrer les provinces du Nord, la ville se développa progressivement à partir de quelques établissements autochtones gwaris et peuls éparpillés le long de la rivière Kaduna.

Aux fonctions militaires et administratives s'ajoutèrent ensuite des fonctions commerciales puis industrielles.

L'industrialisation se poursuit à l'heure actuelle à un rythme rapide, attirant nombre d'investisseurs étrangers. Kaduna compte aujourd'hui environ un million d'habitants, sa population, d'origine essentiellement migratoire, se caractérisant par une très grande hétérogénéité ethnique.

C'est dans ce contexte que fut décidée en 1972 l'implantation d'une usine de montage automobile Peugeot, en réponse à un appel d'offres du gouvernement nigérian, soucieux de créer dans le nord un pôle de croissance industrielle pour équilibrer l'économie nationale.

En dépit de difficultés de tous ordres, l'usine a réussi à s'imposer sur le marché nigérian. Elle employait à la date de l'enquête environ 3.600 salariés dont seulement une quarantaine d'expatriés.

Devant la croissance de l'entreprise, le problème du logement se pose de plus en plus comme une revendication prioritaire avancée par les syndicats. Cette situation conduit la direction de la PAN à réfléchir sur les modalités les plus souhaitables pour répondre aux besoins des différentes catégories de personnel en matière de logement.

POLITIQUE DE LOGEMENT DE LA PAN

Jusqu'à présent, l'entreprise apporte à ce problème deux types de réponse, selon les catégories de personnels concernées en fonction de leur niveau de

qualification.

1) Attribution d'un logement de fonction, pour les cadres et les personnel de direction, africains et principalement expatriés.

Ces logements sont loués, souvent à l'année, à des particuliers, dans la ville de Kaduna.

2) Attribution d'une allocation de logement pour les catégories de moindre niveau de qualification et qui représente suivant les catégories de 10 à 30 % du salaire de base.

Ces deux types de réponse présentent des inconvénients majeurs, en particulier :

- Le coût très élevé des locations en ville, à des tarifs parfois exorbitants, pour le logement des cadres et des expatriés.

- L'insuffisance ou l'inadaptation des allocations de logement attribuées aux catégories les plus basses et qui ne répondent pas toujours aux besoins réels ou au désir des salariés qui en sont les bénéficiaires.

Ces allocations par ailleurs ne représentent qu'une mesure relative, et qui n'est pas de nature à favoriser l'attachement à l'entreprise d'une main d'oeuvre instable, qu'une politique d'accès à la propriété par le biais de prêts octroyés ou garantis par l'entreprise pourrait éventuellement contribuer à fixer davantage.

Compte-tenu de ces inconvénients, un projet a été élaboré récemment, prévoyant la construction d'une série de maisons de différents modèles correspondant aux différents niveaux de la hiérarchie professionnelle.

Envisagée dans le but initial de limiter les frais considérables supportés à fonds perdus par l'entreprise pour la location de logements destinés aux catégories les plus qualifiées, cette politique d'investissement s'est heurtée rapidement à de multiples réticences de la part des intéressés et à des obstacles d'ordre pratique et juridique qui ont

finalement fait échouer sa réalisation.

Un nouveau plan de logement du personnel est actuellement à l'étude, orienté selon une double perspective :

1) Mise à disposition de logements construits par l'entreprise pour les catégories salariales les moins favorisées.

2) Prêts consentis ou garantis par l'entreprise en vue de favoriser l'accès à la propriété individuelle pour les catégories les plus qualifiées, davantage en mesure d'assumer le coût des remboursements en raison d'un niveau de salaire plus élevé.

Le problème du remboursement des prêts s'avère en effet être un élément essentiel dans cette différenciation, compte-tenu de la plus grande précarité de l'emploi et du caractère plus limité et plus aléatoire des ressources financières dont disposent les catégories du personnel les moins qualifiées.

PRATIQUES RESIDENTIELLES DES SALARIES

Face à ces contraintes, les "ajustements situationnels" des salariés présentent une diversité significative qui reflète l'hétérogénéité des éléments constitutifs de cette main d'oeuvre et la complexité des rapports sociaux qui s'expriment dans le cadre apparemment réducteurs et uniformisant du milieu professionnel.

Parmi les situations les plus typiques, on relève une gamme d'exemples illustrant la variété des genres de vie adoptés et les stratégies différentielles d'adaptation au travail industriel et d'intégration à la ville.

- persistance d'un mode de vie fondamentalement traditionnel, soit rural, soit urbain.
- insertion plus ou moins temporaire dans un quartier périphérique, proche du lieu de travail.
- stratégie familiale d'implantation définitive dans une zone en expansion, en voie d'équipement et d'aménagement urbain.

- stratégie individuelle de mobilité intra-urbaine, liée à l'amélioration du statut socio-professionnel.

- retour définitif à la communauté villageoise d'origine...

L'incidence de cette politique de logement, ou plutôt de cette absence d'investissement de l'entreprise en matière d'habitat, et des pratiques des salariés sur la dynamique urbaine et sur la production d'espace construit se marque surtout par le développement accéléré de quartiers périphériques, situés à proximité de la zone industrielle et encore sous-équipés et sous-intégrés, ainsi que par la surdensification des quartiers anciens, plus rapprochés du centre de la ville.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

De ces premières observations, se dégage avant tout la nécessité de mettre en rapport la politique suivie par l'entreprise quant au logement de son personnel, et à la gestion de sa main d'oeuvre (politique de formation, nigérianisation des cadres), avec la position aléatoire qu'elle occupe dans le dispositif global économique et industriel de la fédération nigérienne.

Peut être faut-il interpréter en partie l'absence d'investissements urbains qui caractérise la politique menée par la PAN, en dépit de son importance, par le caractère incertain de son devenir et la précarité de ses perspectives d'intégration au sein de l'ensemble national.

Une comparaison avec les politiques des entreprises environnantes devrait permettre dans une phase ultérieure de la recherche, de mieux évaluer le poids de ces déterminations macro-économiques. Faut-il voir, par exemple, dans la cité construite par la raffinerie de pétrole mise en service par la N.N.P.C. (Nigérian National Petroleum Cy) pour son personnel, un élément de nature à corroborer, par contraste, cette hypothèse ?

L'exemple de l'usine Arewa Textile, similaire à celui de P.A.N., procurerait un élément de plus à l'appui de cette interprétation selon laquelle les

industries à forte participation étrangère seraient moins enclines à investir dans la construction urbaine. Cette analyse requiert pour être confrontée une investigation plus approfondie.

Celle-ci aura par ailleurs pour objet de recueillir des informations complémentaires sur les rapports entre la politique des entreprises en matière d'habitat et de logement et le dispositif de gestion urbaine mis en place aux différents échelons de l'administration locale, régionale et fédérale, à travers le cas particulier de l'usine Peugeot de Kaduna.

*
* LES QUARTIERS ILLEGAUX D'HABITAT PRECAIRE A ABIDJAN *
*
* Alphonse YAPI DIAHOU *
*

Le lecteur est invité à découvrir un sujet, des objectifs, et une démarche, plutôt que des résultats ; le travail de terrain se poursuivant encore.

I. Deux précisions préalables

D'entrée il me paraît important de préciser les contours de certains concepts, notamment ceux de précarité et d'illégalité. En effet dans les milieux de la recherche urbaine dans les PVD, on se demande sans arrêt s'ils sont "d'actualité" ou "opératoire", et certains vont jusqu'à les considérer comme désuets, dépassés.

La précarité des quartiers est définie par rapport à l'environnement physique et matériel -de ces quartiers- et surtout à la nature des constructions. Ce concept ne renvoie donc ni au statut social, ni aux situations économiques des populations concernées, qui ont par ailleurs des organisations ouvertes sur l'extérieur, notamment l'Etat, les municipalités, le parti unique au pouvoir et dans certains cas sur des collectivités privées. La précarité renvoie donc ainsi aux constructions, aux matériaux utilisés souvent de récupération, à l'organisation de l'habitat, aux services et équipements (eau, électricité, ordure etc.) en un mot à la dimension écologique des quartiers.

L'illégalité. Ce concept a une dimension juridique. Les quartiers ont été constitués sur des terrains appartenant à l'Etat, et aucun propriétaire de baraque ne peut justifier -par un quelconque document officiel- son installation sur les parcelles qu'il a investies. Cette dimension juridique n'est pas exempte de réserve et de critique ; mais remarquons tout simplement qu'il existe des dispositions légales d'accès au sol. Et très souvent c'est parce que ces quartiers sont "hors la loi" qu'ils sont les plus vulnérables, les plus visés par les "travaux d'utilité publique". Cette dimension est d'autant plus importante que c'est celle qui définit et conditionne non seulement

l'habitat, mais les rapports des quartiers avec le pouvoir central et les collectivités locales.

II. La problématique de recherche

Les quartiers illégaux d'habitat précaire ont toujours existé et datent des débuts de la ville. L'habitat précaire y occupe une place toujours importante, qu'il s'agisse de sa part dans le parc de logement urbain (21 % en 1963, 29 % en 1973, 20 % en 1977) ou de la masse de citoyens qu'il accueille (16 % en 1977, 26 % en 1980). De 1977 à 1984, alors que les superficies occupées par l'habitat légal augmentaient de 49 %, celles investies par les baraques se sont étendues de 130 %.

En outre cet habitat, est présent dans plusieurs communes. Il s'agit plutôt de quartiers constitués se caractérisant par leur étendue, le volume du parc de baraques, le poids de la démographie et enfin la présence d'organisations internes "unificatrices" et facteurs d'intégration et d'identification...

La population de l'habitat spontané a évolué depuis les quinze dernières années. Initialement considéré comme le cadre de vie des seuls non nationaux, burkinabé singulièrement, l'habitat précaire accueille des nationaux aujourd'hui... On trouve dans la plupart des quartiers, quelques services de base comme les boutiques, les infirmeries... qui leur confèrent une relative autonomie vis-à-vis de l'extérieur : emploi sur place, approvisionnement dans le quartier...

Les observations faites sur les terrains ne permettent pas d'établir a priori des liens entre la localisation des activités -industrielles surtout- et celles des quartiers précaires, comme c'est le cas dans d'autres métropoles du Tiers-Monde.

A partir des données qui précèdent, signes incontestables de l'expansion et du dynamisme de l'habitat précaire dans la capitale économique ivoirienne, les objectifs suivants ont été assignés à la présente recherche :

1. La reconstitution de l'histoire de ces quartiers

Au-delà des hommes, l'étude devra cerner les circonstances de la création de chaque quartier ainsi que

les étapes de son développement. Ce qui renvoie donc à :

- a) l'étude des localisations des quartiers
- b) l'identification des agents qui interviennent directement ou non dans la création et l'essor de ces quartiers.
- c) la mise en évidence des formes et des modalités d'interventions individuelles ou collectives des agents.
- d) l'appréhension des stratégies individuelles ou collectives.
- e) l'appréciation des stratégies du pouvoir central, des collectivités privées et des élus locaux.

2. La vie interne et les communications avec l'extérieur

Il s'agira de repérer les éléments matériels, qui ont valeur de référence et autour desquels peuvent se créer et s'organiser une vie interne de quartier : commerce, service, lieu de culte, école, marché, association de nationalités, d'ethnie, parti, personnalités etc...

Espaces non fermés a priori, ces quartiers entretiennent des rapports avec le reste de la ville.

3. La place des quartiers illégaux dans le système urbain, les interprétations nouvelles des concepts d'illégalité et de précarité appliqués à ces quartiers

Cet objectif est d'ordre théorique. Il s'agira ici d'analyser la place de ces quartiers dans le système urbain. On cherchera également à dégager de nouveaux contours aux concepts d'illégalité et de précarité, en s'appuyant sur l'analyse des rôles et des fonctions des quartiers auxquels sont appliqués ces concepts, dans le système urbain.

III. L'approche méthodologique

A/ Les enquêtes de terrain

Cette recherche s'appuie sur des enquêtes de terrain menées sous forme d'interviews et par des questionnaires. Elles comportent également des suivis de cours.

1°/ Les interviews : Elles concernent les chefs de quartiers, les responsables d'organisations, les familles de "vieille souche". Dans certains cas j'ai associé à cette démarche des anciens habitants toujours célèbres dans quelque quartier, pour avoir été témoins de sa création ou pour y avoir assumé des responsabilités.

Par l'interview, il s'agit de reconstituer l'histoire des quartiers. Il peut arriver que la situation d'un quartier soit attachée à celle de son fondateur, ce qui conduira à des enquêtes biographiques de chefs.

2°/ Les questionnaires ouverts : Deux questionnaires ouverts ont été établis ; ils ont été soumis, le premier aux locataires et aux propriétaires de baraques individuellement ; le second aux propriétaires seulement.

Une cinquantaine de questions figurent sur le premier questionnaire. Celles-ci visent à reconstituer : l'origine géographique et culturelle, le parcours migratoire vers la ville, le processus et les modalités d'intégration en milieu urbain, la situation familiale en ville, le statut socio-économique, l'accès au quartier, le niveau et le degré de participation à la vie interne du quartier, les projets en ville, ou hors d'Abidjan etc... qui rentrent dans le processus et modalités d'insertion dans la ville.

Le deuxième questionnaire, moins long, tente d'inventorier toutes les constructions de chaque enquête dans le quartier ou ailleurs dans la ville, et hors d'Abidjan. Dans la mesure où l'étude privilégie le quartier illégal précaire, ce sont les constructions de celui-ci qui retiennent l'attention et donc les conditions et les modalités d'accès au sol, la chronologie des constructions réalisées dans le quartier selon le matériau utilisé et la localisation des constructions, les sources de financement des réalisations, les modalités d'accès aux matériaux, les types de distributeurs fréquentés pour l'achat des matériaux et la localisation des commerces (de matériaux).

3°/ Le suivi des cours : en plus des questionnaires, j'ai retenu de suivre quelques cours dans chaque quartier. Un nombre limité de cours, 10 à 15 au maximum sont retenues et seront visitées pendant deux ans. Ici on s'intéressera essentiellement à l'évolution morphologique des cours et aux transformations qu'elles ont subies. Quelles que soient les motivations des constructeurs ces actions ne peuvent être menées que corrélativement à une

progression des revenus et/ou une augmentation de la population à charge. Les modifications sont des indices de l'enracinement ou de l'échec du citadin dans son "aventure" urbaine. Le suivi des cours permettra d'apprécier les processus et les facteurs de transformation de l'habitat et par conséquent de pérennisation des quartiers.

B/ Repérage et choix des quartiers

1°/ Repérage et choix des quartiers

Les quartiers ont été repérés à partir de documents cartographiques et de photos aériennes déjà existants. Des enquêtes exploratoires sur le terrain ont permis de vérifier l'évolution des quartiers illégaux précaires dans l'espace et dans le temps. Au terme de cette mission un, deux, voire trois quartiers illégaux précaires ont été ciblés dans les communes où il en existe, pour y mener les enquêtes.

- Les matériaux utilisés : ont été privilégiés les quartiers où les constructions sont faites de matériaux non durables, de récupération le plus souvent.

- L'importance du quartier : elle est mesurée par l'emprise spatiale du quartier et par la densité du peuplement, les groupements de deux, trois, voire dix baraques ont été écartés au profit des quartiers.

- Le statut juridique des parcelles occupées : terrain "vacant sans propriétaire officiel", parcelles aménagées, équipées et réservées à l'Etat ou attribuées à des privés. J'ai écarté les quartiers issus de lotisseurs villageois.

- La localisation des quartiers par rapport aux principales zones d'activités (proximité des zones industrielles) ou aux quartiers résidentiels. J'ai retenu des quartiers ourlant des zones résidentielles et des quartiers constitués sur ou à proximité immédiate des zones industrielles.

- Enfin, les organisations socio-politiques : la présence de chefferies locales ainsi que d'organisations à travers lesquelles les habitants s'identifient à l'espace occupé est un critère d'importance capitale, car ces structures ont des fonctions multidimensionnelles : éléments d'identification par rapport à l'espace occupé, instruments

de mobilisation, structures de solidarité, canaux de communication avec l'extérieur, en particulier l'Etat, les municipalités, le parti. D'où le rôle dynamisateur de ces organisations dont l'activisme peut expliquer la pérennité de certains quartiers.

Ont été retenus les quartiers ci-après.

Commune de Cocody : Deux Plateaux, Lycée Technique village, Gobelet, Blengue.

Commune de Yopougon : Dépôt III-IV, Banco II

commune de Koumassi : Zoé Bruno

Commune de Port-Bouët : Vridi canal, Zimbabwe,

Commune de Marcory : sans fil

2°/ L'échantillonnage des populations

Si on considère les chiffres avancés plus haut, c'est au moins 400.000 personnes (soit 1/5 de la population d'Abidjan) qui vivent dans ces quartiers. A ceux-là il faudra ajouter la masse des propriétaires absentéistes, impliqués eux aussi dans la production et la vie des quartiers. J'ai du travailler sur des échantillons dans chaque groupe (locataires et propriétaires). Dans un quartier les éléments de l'échantillon sont pris dans différents flots préalablement constitués.

- Les locataires : dans tous les quartiers, ils sont plus nombreux. La taille de l'échantillon de ce groupe est toujours plus élevée que chez les propriétaires et le nombre d'enquêtés varie selon les quartiers en fonction de l'étendue et de la densité de peuplement. Pour ce groupe les enquêtés ont été choisis par sondage aléatoire.

- Les propriétaires : dans tous les quartiers, j'ai travaillé à partir de listes de propriétaires qui constituaient une base de sondage. En effet, certains chefs ont depuis plusieurs années entrepris de recenser tous les propriétaires de baraques dans leur quartier. Dans les quartiers où ce document de base -en dépit de toutes les réserves qu'il inspire- était inexistant, j'ai ouvert des listes de propriétaires avec l'aide des comités ethniques ou de nationalités. J'ai travaillé sur des échantillons de 50 à 100 personnes, ce qui correspond chez les propriétaires entre 15 et 20 % des effectifs. Comme pour le choix des locataires, c'est le sondage aléatoire qui a été appliqué ici.

3°/ Les cours à suivre : pour le choix de ces cours, on s'est appuyé sur les enquêtes auprès des propriétaires. Ont été retenus :

- des cours "agrandies", densifiées sans changement dans la nature des matériaux utilisés,
- des cours agrandies, densifiées où on est passé par exemple du banco au bois ou à la tôle de récupération, puis aux panneaux de bois préfabriqués...
- des cours éclatées sur place ou par délocalisation partielle (dans le quartier)
- enfin des cours n'ayant fait l'objet d'aucun projet de transformation.

IV. Etat d'avancement des travaux

Les enquêtes sur les propriétaires et les locataires se sont achevées en 1986.

La représentation cartographique des quartiers illégaux précaires (par commune) est en cours. Il en est de même des cartes d'évolution des quartiers depuis 1970.

Il est prématuré de parler des résultats à cette phase de mes recherches, d'autant que les enquêtes ne sont pas encore dépouillées. Faute de déterminer des caractères globaux de ces quartiers, on peut néanmoins énoncer quelques constats :

- la présence de plus en plus remarquée de nationaux dans ces quartiers. Dans ce groupe la pénétration des sudistes lagunaires est à relever ;
- hier quartiers créés et habités par leurs fondateurs et autres propriétaires de baraques, aujourd'hui, ils accueillent des citadins non résidents construisant à des fins spéculatives ;
- les propriétaires de baraques et leurs locataires n'appartiennent pas toujours aux strates inférieures de la hiérarchie sociale et économique urbaine ;
- la nécessité de déterminer de nouveaux contours à certains concepts ou de redéfinir purement et

simplement ceux qui existent déjà. Par exemple les concepts de spontané, précaire, sous intégré etc... dont les utilisations doivent être entourées de précautions... pour tenir compte des spécificités de chaque champ d'investigation.

1987

Cette année est consacrée au dépouillement de toutes les enquêtes menées depuis 1983.

Parallèlement à cette activité, je mènerai en collaboration avec un enseignant du Département de Sciences Economiques (Université d'Abidjan) une étude sur la production et la distribution des matériaux de construction utilisés dans le "montage" des baraques. Cette étude compléterait celle actuellement en cours et permettrait de cerner la problématique de l'habitat précaire à Abidjan.

D
 * * * * *
 *
 LES STRUCTURES DU QUOTIDIEN ET LA CRISE :
 *
 STRATEGIES DE SURVIE DANS UN QUARTIER SPONTANE
 *
 SOUS INTEGRE DU CAIRE
 *
 Nadia KHOURI DAGHER
 *
 * * * * *

L'objectif de cette recherche est de tenter de répondre à une question simple : comment, malgré les chiffres alarmants de revenu moyen par personne, aggravés par de terribles conditions matérielles d'existence - et nous insistons sur le facteur environnement physique, négligé dans les études de socio-économie urbaine, mais fondamental pour nous, comment donc arriver à comprendre ce "miracle quotidien" qu'est la simple survie en ville ? Autrement dit, comment tout ce qui est énoncé dans les rapports d'experts - sur la faiblesse du niveau de vie, sur l'inflation, sur la crise urbaine, etc... est-il vécu par la grande masse des citoyens ? Comment s'y adaptent-ils ? Comment jouent-ils de la réalité, en tirent-ils parti, peut être ?

Une telle recherche débute par une analyse des revenus, et dans un premier temps il s'agira de tenter de réévaluer les chiffres sur les revenus officiels.

Mais on ne saurait se limiter à cela. En effet, ce qui nous préoccupe est le mode d'accès des populations à diverses ressources - monétaires, mais aussi alimentaires, et également les ressources en eau, en électricité, éléments nécessaires à la vie quotidienne... En effet, à revenu égal, deux familles du Caire peuvent connaître des situations économiques opposées, si l'une est une famille anciennement urbanisée, habitant le centre-ville, par exemple, et l'autre une famille de migrants venus au Caire il y a quelques années et logeant à la périphérie, dans des quartiers illégaux, sous-équipés :

- La différence de loyer peut être considérable, les loyers du centre-ville étant bloqués, les nouveaux loyers connaissant une flambée des prix,

- l'eau et l'électricité seront une charge parfois énorme pour la famille qui, habitant en quartier non-équipé, car non reconnu, devra acheter l'eau à des revendeurs privés,

- la famille habitant dans le centre bénéficiera plus certainement de la distribution des produits subventionnés, cette subvention aux produits essentiels étant fondamentale car représentant l'équivalent de 50 % des revenus familiaux les plus bas. Notons que le cas peut être inverse : parce que la famille de migrants loge chez un parent, parce que l'eau est tirée d'un puits, que l'électricité est piratée tout simplement, que régulièrement des colis arrivent de la campagne... Tout cela pour dire simplement qu'il ne faut pas se limiter au revenu monétaire.

Ce ne sont là que quelques exemples pour mettre en évidence la nécessité d'une prise en compte des modalités d'accès aux ressources en ville. On voit qu'une telle approche se doit d'intégrer le facteur espace, et par là, le facteur temps. Et que l'étude des politiques étatiques va nécessairement entrer dans l'analyse.

Pour chaque famille, l'accès aux ressources passe par quatre canaux :

- Le marché : achat de biens ou de services, de manière légale ou illégale, peu importe.

- L'Etat : à travers les subventions aux produits essentiels et l'équipement en infrastructures.

- L'économie sociale : biens et services obtenus sans contrepartie numéraire et numéraire reçu en don (voir les retombées de l'émigration).

- L'économie domestique : auto-production de biens et de services à l'intérieur de la sphère familiale (voir le petit élevage, l'auto production de vêtements).

Une étude des stratégies développées pour faire face à la crise à travers cette grille, permet de mieux cerner les inégalités qui ne se situent pas uniquement au niveau des revenus, mais à celui des modalités concrètes d'accès aux ressources en ville. Surtout, cette approche permet d'intégrer dans l'analyse ce qui seul permet de comprendre les stratégies d'accès aux ressources : une étude des réseaux sociaux - villageois, familiaux, et de voisinage - dont la vitalité, qu'ils soient anciens ou récemment formés, constitue peut être la clé de ce qui nous apparaissait comme "pur miracle".

*
L'ESPACE URBAIN COMME ENJEU EN INDE
*
Isabelle MILBERT et Max HENNION
*

Plusieurs approches sont utilisées pour traiter ce thème. Isabelle MILBERT utilise le droit et la science politique pour analyser la mise en oeuvre des politiques urbaines dans les grandes métropoles (planification, action foncière, politique de l'habitat, réforme des institutions). Max HENNION s'intéresse plus spécifiquement à la restructuration des bidonvilles, et en particulier à ses enjeux fonciers et aux mouvements sociaux qu'elle suscite.

I- LES POLITIQUES PUBLIQUES URBAINES

- L'analyse des politiques publiques passe par l'observation des différentes phases de la prise de décision, en particulier au moment où elle se concrétise par la législation et lorsqu'elle est mise en oeuvre.
- Cependant il convient aussi d'observer les différents centres de décision, et leur interrelations dans un contexte fédéral. Le déssaisissement des collectivités locales au profit des organismes d'Etat doit être analysé finement. Dans le futur, l'analyse systématique pourra être un outil performant pour analyser cet échelon de l'administration urbaine.
- L'intervention des organisations internationales (Banque Mondiale, UNICEF...) soulève un certain nombre de questions.

Il semble qu'autour de la gestion urbaine se nouent depuis quelques années des relations complexes entre acteurs nationaux et internationaux. Cette relation s'établit à la faveur de l'élaboration d'un projet. Celui-ci transforme les institutions et le rôle des acteurs, en même temps qu'il est l'inscription de la société dans l'espace. Au sein du projet, il n'y a plus de dichotomie endogène/exogène, mais un jeu d'alliances et de contrôles

qui donne un statut spécifique au gestionnaire urbain. Il s'agit, semble-t-il, non pas de l'élu local, mais du gestionnaire des services techniques, de l'urbaniste en chef, du directeur des services d'habitat... Ce rôle peut devenir d'autant plus important que certaines organisations internationales comme la Banque Asiatique de Développement ou la Banque Mondiale mettent désormais la transformation des institutions de gestion urbaine comme condition à l'obtention d'un prêt. D'autre part, l'urbain devient peut-être le lieu privilégié, pour le jeu des acteurs, de la pénétration des organisations internationales. A travers ses projets, une organisation internationale tente d'impulser un paradigme urbain à partir de réseaux, tandis que plusieurs visions et plusieurs modèles s'affrontent aujourd'hui dans les grandes villes asiatiques.

En associant propriété privée et politique d'aménagement urbain, les organisations internationales définissent un système urbain à référence idéologique forte, qui peut s'avérer en contradiction avec les systèmes traditionnels. Les organisations internationales cherchent à obtenir, à travers cette privatisation trop rapidement associée à la sécurité contre les évictions, une modification des systèmes socio-culturels et une transformation de l'espace en bien échangeable, en marchandise. Les postulats pour un nouveau système urbain seraient alors mis en oeuvre.

L'objectif à moyen terme est d'analyser les modes d'élaboration des politiques publiques des organisations internationales, ainsi que l'évolution des rapports de pouvoir entre "bénéficiaires" et acteurs nationaux et internationaux à travers les "projets", instruments d'intervention des organisations internationales et éléments de contrôle et d'alliance entre acteurs. Dans une première phase, vu le temps limité qui pourra être consacré à cette recherche, le terrain sera restreint à Bombay.

La restructuration des bidonvilles est une mouvance qui ne s'ordonne qu'autour du principe de l'incitation. Au-delà de ce principe fondateur, il n'y a que diversité, tant au niveau des objectifs qu'à celui des moyens.

L'Inde, à ce titre, est exemplaire. On peut y explorer aisément l'éventail des formes d'intervention physique sur les bidonvilles, qui va, des actions de conscientisation politique où l'amélioration de l'espace

habité n'est conçu que comme média, aux démolitions-reconstructions de logements sociaux en immeubles, en passant par des interventions visant l'auto-reconstruction en excluant tout autre objectif.

Il est donc impossible, sauf à épouser la formule du catalogue d'études de cas, de réaliser une recherche ayant la restructuration des bidonvilles en Inde comme objet. Par contre il semble viable, en s'appuyant sur l'expérience accumulée en France autour de l'évaluation des programmes de réhabilitation des centres-villes, d'analyser l'impact des interventions sur les bidonvilles au travers de la mobilité de leurs résidents, particulièrement les plus démunis et/ou les moins intégrés à l'économie urbaine.

De plus, cette problématique renvoie très directement au principe fondateur de la restructuration, l'incitation, en ce sens que la mobilité résidentielle, comme choix individuel (lorsqu'il n'est pas question d'expulsion), n'est qu'une des réponses possibles à l'incitation.

Il devient donc nécessaire, pour analyser cet impact de la restructuration des bidonvilles, non seulement d'interroger les mécanismes concrets du marché foncier et immobilier "informel/illégal" et ses acteurs, mais également de définir les déterminants du choix du type de stimulation (individuelle ou collective), de sa nature (foncière ou limitée à l'apport des services de base), de son rythme (intervention concentrée ou étalée dans le temps), de son coût pour l'habitant (degré de subventionnement), etc...

Ceci implique la prise en compte d'au moins deux articulations (échelles pertinentes) : (1) l'interaction entre les institutions de financement internationales (Banque Mondiale, USAID, BAD) et les instances centrales/nationales, qui définit le cadre conceptuel de chaque programme et (2) l'interaction entre l'institution locale porteuse du programme et les habitants des bidonvilles, qui détermine les modalités effectives du programme, c'est-à-dire la traduction (qui peut être détournement) du cadre conceptuel.

Deux hypothèses sous-tendent ce travail :

1°/ En ouvrant les bidonvilles au marché foncier urbain, la restructuration provoque le départ, volontaire ou forcé, d'une proportion de leur population qui reste à

déterminer ;

2°/ Seul un travail d'animation/organisation communautaire, qui transiterait l'incitation des individus à un collectif des mêmes, peut autoriser une diminution de cette mobilité induite.

Le choix des programmes où s'effectuera le travail de terrain découle de ces deux hypothèses :

- * KANPUR (1,6 millions d'habitants) où de précédentes recherches ont mise en évidence à la fois la mobilité induite auprès des résidents et l'absence de travail social dans la réalisation du programme en cours ;
- * HYDERABAD (2,5 millions d'habitants) qui est reconnu en Inde comme le projet le plus réussi du point de vue de l'intégration du travail social dans le processus de restructuration et qui est en passe de devenir un modèle ;
- * BOMBAY (8,3 millions d'habitants) où seront étudiés de petits programmes conduits par des associations locales partiellement financées par des organisations gouvernementales internationales.

La logique de ce choix, non définitif, est la suivante : Kanpur sert de référence d'une mobilité maximale tandis qu'Hyderabad peut permettre d'estimer, dans un cadre institutionnel similaire, l'efficacité du travail social pour minimiser ce phénomène. Le cas des ONG de Bombay vient en contrepoint, sans intention comparative : l'objectif est de tirer des leçons d'un mode d'approche de l'amélioration-reconstruction des bidonvilles en prise directe avec les habitants et respectueux de la volonté de ceux-ci.

Dans les cas de Kanpur et d'Hyderabad, une même méthodologie sera suivie : un questionnaire croisant les questions sur la mobilité individuelle et la mobilité du voisinage sera soumis à un échantillon représentatif de 500 à 1000 familles réparties dans 20 bidonvilles dont 5 ne seront pas concernés par le programme de restructuration.

Dans le cas de Bombay, une telle approche n'est pas adaptée ; on se contentera donc soit d'une étude des

approches des ONG, soit d'un processus de recherche participative.

Ce travail par questionnaire à l'intérieur des bidonvilles restructurés sera complété par la recherche des nouveaux lieux d'implantation des familles sortantes. Des interviews avec ces familles permettront de saisir les mécanismes concrets de transferts et/ou d'expulsion dans ce segment particulier du marché foncier et immobilier que sont les bidonvilles. Dans le même temps ces entretiens feront apparaître les décalages entre le dit des questionnaires et des discours dans les bidonvilles restructurés et le dit des sortants. Ces décalages sont extrêmement riches pour l'analyse.

Un second aspect de la vente sera analysé : quel est l'utilisation faite par le vendeur de la somme, sans doute la plus importante dont il disposera au cours de sa vie entière, qu'il récupère ? Les réponses à cette question peuvent conditionner l'appréhension de ce phénomène de revente, par exemple selon qu'elle est utilisée comme capital pour lancer une activité dans le secteur informel ou comme ressource nouvelle pour la consommation courante ou somptuaire.

Au travers de l'étude tant des discours que des mécanismes concrets que suscite au niveau foncier un programme d'intervention publique spécialisée, c'est la structuration des pouvoirs dans et autour des bidonvilles que l'on cherche aussi à saisir. En effet la restructuration est une crise, une mutation majeure d'un espace habité, qui amènera les pouvoirs les plus divers à se manifester pour se (re-) positionner et/ou pour prélever une dîme sur un processus impulsé essentiellement de l'extérieur. Il est donc d'une particulière importance pour la recherche d'intervenir pendant le processus et non pas seulement après, de peur qu'un tassement des effets n'ait autorisé les détenteurs des pouvoirs de retourner à leur situation normale, qui est celle du non-dit.

Chacun des aspects de la recherche envisagée sont développés et regroupés dans leur logique d'enchâssement ci-après.

*
* LA RESTRUCTURATION DES BIDONVILLES EN INDE *
* PRESENTATION DU PROJET DE RECHERCHE *
*

- L'objet de la recherche est l'intervention publique pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles des villes indiennes de plus d'un million d'habitants.

- L'objectif du projet est de vérifier la pertinence des méthodes et des préoccupations issues de vingt ans d'expérience française concernant l'amélioration de l'habitat urbain existant, et ce dans le contexte indien. Parmi ces préoccupations le coût social en terme de renouvellement des populations habitantes est le thème central de cette recherche.

- La problématique de ce travail se définit par l'analyse de l'articulation entre les logiques d'organisation macro-économiques et de hiérarchisation macro-sociales des espaces de la ville indienne et la morphologie des rapports de force qui investissent l'intervention publique sur les bidonvilles. Ces rapports de force sont d'autant plus présents que le foncier est utilisé par les pouvoirs publics comme outil d'intervention. On peut alors lire les stratégies des groupes d'acteurs, autrement latentes ou trop fragmentées dans le temps pour être perçues.

Ces stratégies sont à la fois celles des décideurs, des opérateurs publics et celles des leaders des bidonvilles. Elles utilisent les dynamiques des marchés foncier et immobilier dans le sens d'une exclusion des plus pauvres, compromettant par là même les objectifs énoncés de type d'intervention publique. L'analyse de l'ensemble de ces mécanismes doit pouvoir, à terme et comme mode de validation, aboutir à l'élaboration de modèles d'intervention évitant cette sorte de distorsion de la mobilité résidentielle moyenne des groupes concernés.

- La méthodologie passe d'abord par le choix des programmes à étudier. Deux villes ont été sélectionnées : Kanpur (1,6 millions d'habitants), située dans le

Nord-Nord-Est du pays, et Hyderabad (2,2 millions d'habitants) dans le Centre-Sud. Le programme de Kanpur est une application assez stricte des concepts élaborés par la Banque Mondiale (recouvrement des coûts auprès des habitants, pas d'action directe sur l'habitat, transfert de la propriété aux ménages et installation des services) tandis que celui d'Hyderabad a une orientation plus assistante (incluant un subventionnement important), centrée sur la participation des communautés des bidonvilles et la reconstruction sur place des logements. Ces deux programmes représentent donc deux conceptions très différentes de l'intervention sur les bidonvilles. L'analyse de l'impact de chacune de ces conceptions sur le renouvellement des populations habitantes dans des contextes similaires permettra d'apporter de nouveaux éléments au débat qui les oppose.

Dans chacune de ces deux villes la recherche est décomposée analytiquement en trois phases :

a) Un questionnaire sur la mobilité résidentielle sera proposé à un échantillon constitué de 5 % des bidonvilles restructurés dans lesquels 10 % des ménages seront sélectionnés de façon aléatoire ;

b) une série d'interviews incluant des leaders des bidonvilles (pas nécessairement intégrés au programme), des agents immobiliers (institutionnels ou informels) et les responsables du programme ;

c) des études de cas approfondies sur un échantillon de 5 ou 6 bidonvilles inclus dans le programme et sélectionnés de façon à représenter les types valides vis-à-vis du thème de la recherche.

AVANCEMENT DU PROJET

Suite à une première phase de travail de terrain à Hyderabad, l'enquête sur questionnaire et les interviews ont pu être réalisées.

- Enquête sur questionnaire (dépouillement en cours) :

- . nombre de ménages enquêtés : 432
- . nombre de bidonvilles couverts : 21

- Interviews :

- . auprès des leaders des bidonvilles : 70
- . auprès des agents immobiliers : 20
- . auprès des responsables des programmes : la collaboration ayant été étroite et active, l'interaction a été continue.

PREMIERS ELEMENTS DE REFLEXION

- Le rôle de la location dans une dynamique de mutation socio-spatiale :

Lors de la reconstruction d'un bidonville, les habitants s'arrangent fréquemment pour produire un excédent de logements destinés à la location. Dans la mesure où ces logements sont de bonne qualité, disposent des services de base (eau, électricité, sanitaires) et d'un environnement viable, et qu'ils sont souvent localisés à proximité du centre ville, il est possible d'attirer des membres des groupes sociaux plus aisés.

Ce désenclavement social enclenche une dynamique de mutation du statut des bidonvilles à la fois de manière endogène (les retombées des loyers) et par un effet de démonstration créé par les signes extérieurs que produisent les nouveaux membres de la communauté. Cette dynamique est cumulative et se répercute nécessairement sur les prix de cession des immeubles. Ces transactions, qui n'ont aujourd'hui que peu d'ampleur dans les bidonvilles d'Hyderabad (10-20 % en moyenne), pourraient suivre cette tendance inflationniste d'autant que les plus pauvres parmi les habitants des bidonvilles disposent là d'un moyen d'importance (les maisons représentent de 10 000 à 50 000 Rs) pour résoudre un problème financier ponctuel.

- Le rôle du monopole des leaders des bidonvilles sur l'inter-médiation avec le programme :

Les transactions sont illégales. Elles ne sont en fait possibles que parce que tous leurs acteurs sont convaincus de l'efficacité de la protection qu'apporte le leader par le biais de ses connexions politiques. L'ensemble du programme est perçu comme sous influence politique. Comme par ailleurs il recourt systématiquement à l'inter-médiation des leaders des bidonvilles pour assurer le contact entre les responsables publics et les habitants, il renforce la position des leaders. Ces derniers, ainsi que ceux qui les supportent, exploitent la situation, en particulier en s'assurant, par le biais de prête-nom, la propriété de plusieurs maisons reconstruites.

Ces maisons supplémentaires étant destinées à la location et à terme à la vente, en plus d'augmenter des

densités déjà très fortes, impulsent les dynamiques d'inflation immobilières décrites plus haut. Un autre impact du recours aux leaders est la faiblesse des taux de remboursement des prêts-logement consentis dans le cadre du programme : sûrs de la protection du leader les habitants ne craignent pas l'expulsion et donc négligent facilement de rembourser les prêts.

- Quelques éléments de solution :

Le recours aux leaders est dû à la convergence temporaire entre la stratégie publique et celle des leaders des bidonvilles. Malgré leurs déclarations d'intention, les opérateurs du programme n'ont plus les moyens en personnel pour assurer la couverture lourde que suppose paradoxalement une approche en appelant à la participation de tous les membres d'un bidonville depuis que le programme couvre l'ensemble de la ville. Seize postes de travailleurs sociaux (pas tous débloqués d'ailleurs) sont notoirement insuffisants pour prendre en charge les 207 bidonvilles inclus dans le Plan d'Action 1983-1987. Pour suivre la programmation financière, les opérateurs en ont appelé systématiquement à des contacts locaux. Les leaders se sont imposés dans cette fonction pour conserver le monopole du pouvoir.

En partant de cette analyse, deux aspects apparaissent essentiels : l'impact foncier du programme et le type de leadership dans les bidonvilles. Dans la mesure où on exclut la possibilité d'augmenter le nombre de travailleurs sociaux, et en gardant à l'esprit les concepts de base du programme d'Hyderabad, une solution pourrait être de créer des coopératives de construction dans les bidonvilles. L'emphytéose à 99 ans serait transférée non plus aux individus mais à la coopérative, en créant ainsi une instance de contrôle endogène sur les transactions foncières et immobilières. De plus le fonctionnement coopératif est porteur, à moyen terme, d'une remise en cause du leadership existant.